

# DIPLoMATE

Magazine de la diplomatie et des affaires  
Mars-Avril 2026

Investissement



## JOSÉ ANTONIO KAST

Nouveau président d'extrême  
droite au Chili

**DISTRIBUTION CIBLÉE**

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

[www.diplomatinvestment.com](http://www.diplomatinvestment.com)



PROJET GRAND INGA

ÉLECTRICITÉ  
POUR TOUS

Une solution pour éclairer (enfin) l'Afrique

Agence pour le développement et la promotion du  
Grand Inga (ADPI)  
Au service du développement de la RDC

## JOSÉ ANTONIO KAST

Nouveau président d'extrême droite au Chili

6



### EN BREF

Saviez-vous que... 4

### ÉDITORIAL

Le FMI met en garde contre les pressions inflationnistes liées à la hausse du pétrole 5

### POLITIQUE

José Antonio Kast: Nouveau président d'extrême droite au Chili 6

## ÉVARISTE NDAYISHIMIYE

Les ambitions du Président du Burundi à la tête de l'UA pour l'année 2026

8



## DENG YUJIAN

Groupe industriel Hunan Zhongnam Shenjian: Établir un modèle de référence à l'échelle mondiale et ouvrir une nouvelle ère de développement industriel en Afrique

26



## LOUIS WATUM KABAMBA

Signature à Beijing d'un accord historique entre la RDC et la Chine

12



### RELATIONS INTERNATIONALES

Assassinat de Patrice Lumumba: La justice ordonne le renvoi en procès d'un ex-diplomate belge devant un tribunal correctionnel 15

### DIPLOMATIE DES AFFAIRES

Le pape nomme un nouvel ambassadeur aux États-Unis 17

Selon l'ancien ambassadeur du Canada en Chine, la méfiance envers les investisseurs chinois doit cesser 17

Afrique du Sud: le nouvel ambassadeur américain convoqué pour des "propos non-diplomatiques" 20

### INVESTISSEMENT

En période d'instabilité mondiale, les investisseurs doivent faire preuve de prudence 21

### FINANCE

Le FMI avertit que l'économie mondiale est confrontée à un nouveau choc en raison du conflit au Moyen-Orient marchés 23

### COMMERCE ET ÉCONOMIE

L'économie mondiale fait preuve de résilience dans un contexte commercial et politique historiquement incertain 24

### REPORTAGE : CHEF DE FILE

GRUPE INDUSTRIEL HUNAN ZHONGNAN SHENJIAN : Une ascension internationale 26

### DÉVELOPPEMENT

La Chine supprime les droits de douane pour l'Afrique 36

La guerre au Moyen-Orient en passe de provoquer la plus forte flambée des prix de l'énergie en quatre ans 38

Saisir les opportunités de l'agriculture africaine 41

### DOSSIER

Les centres de données transforment le paysage mondial de l'investissement 45

### RÉFLEXION

Le Fonds monétaire internationale prépare à une ruée mondiale sur le dollar américain 47

# Saviez-vous que...

- Transformer les richesses minières en emplois et en prospérité durable. Le sous-sol recèle l'une des plus grandes promesses de notre temps : les métaux et minéraux qui rendent la vie moderne possible: Cuivre, lithium, cobalt, nickel... ces minéraux dits « critiques » sont au cœur de nos smartphones, nos ordinateurs, nos panneaux solaires et nos véhicules électriques.

Bien exploités, encadrés et gérés, ils créent des emplois, renforcent les institutions et ouvrent la voie à une croissance générale et durable dans les pays riches en ressources.

Une opportunité à saisir:

Portée par l'urbanisation, l'agriculture, la numérisation et l'explosion des besoins en énergie, la consommation de minéraux critiques pourrait doubler d'ici 2040. Pour un grand nombre de pays, cette demande représente une chance de générer des emplois et de la croissance.

Les métaux et minéraux sont bien plus que de simples ressources pour de nombreuses économies en développement.

- Les minerais représentent 5 % de l'emploi formel
- 12,5 % des emplois indirects dans les chaînes d'approvisionnement
- Les revenus miniers contribuent à plus de 6% du PIB et jusqu'à 20 % des exportations
- Les recettes publiques issues de l'exploitation minière, à travers la fiscalité, les redevances et les participations de l'État, peuvent financer des investissements essentiels dans les écoles, les centres de santé, les infrastructures ou les services numériques.
- Avec des politiques appropriées et les garde-fous nécessaires, le développement minier peut s'étendre au-delà de l'extraction et intégrer aussi des activités locales de traitement et de transformation. Une montée dans la chaîne de valeur qui garantit que les bénéfices et les emplois restent sur le territoire, avec à la clé des retombées positives durables.

TROIS ASPECTS CLÉS POUR L'AVENIR DU SECTEUR MINIER :

La transformation des richesses minières en prospérité durable repose sur trois aspects essentiels : publiques

- Gouvernance et politiques publiques
- Socle d'infrastructures clés
- Investissements privés

En agissant sur ces fronts complémentaires, les pays seront plus à même de transformer des ressources abondantes en une croissance pérenne.

- Perspectives économiques régionales en 2026:

Asie de l'Est et Pacifique : La croissance devrait ralentir à 4,4 % en 2026 et 4,3 % en 2027. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale.

Europe et Asie centrale : La croissance devrait rester stable en 2026, à 2,4 %, avant de se raffermir à 2,7 % en 2027. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale.

Amérique latine et Caraïbes : La croissance devrait atteindre 2,3 % en 2026, puis se consolider à 2,6 % en 2027. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale.

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan :

La croissance devrait grimper à 3,6 % en 2026, puis s'accélérer à 3,9 % en 2027. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale. Asie du Sud : La croissance devrait tomber à 6,2 % en 2026, avant de reprendre de la vigueur en 2027, à 6,5 %. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale.

Afrique subsaharienne : La croissance devrait remonter à 4,3 % en 2026 avant de se consolider à 4,5 % en 2027.

- Les nouvelles frontières de l'investissement mondial en Afrique. Souvent qualifiée de « trésor d'opportunités », l'Afrique attire de plus en plus l'attention des investisseurs internationaux. Malgré ses immenses richesses naturelles, la pauvreté, le manque d'infrastructures et le déficit technologique continuent de freiner son essor. Pourtant, la dynamique actuelle laisse entrevoir un potentiel économique considérable, notamment dans les secteurs minier, agricole et industriel.

Les terres africaines, parmi les plus fertiles du monde, recèlent également une diversité exceptionnelle de matières premières. Selon Akinwumi Adesina, ancien président de la Banque africaine de développement, le continent détient 90 % du platine mondial, 95 % du chrome et près des deux tiers du cobalt. Il souligne également que 30 % du lithium mondial se trouvent en Afrique, faisant du continent un acteur clé dans la transition énergétique et le marché des véhicules électriques, dont la valeur pourrait atteindre 59 000 milliards de dollars d'ici 2050.

Lors du Forum africain de l'investissement 2024, Adesina a précisé que 85 % des gestionnaires d'actifs envisagent d'accroître leurs investissements privés en Afrique, et plus de la moitié jugent le continent de plus en plus attractif sur le moyen terme. « Notre mission, a-t-il affirmé, consiste à financer des projets à fort impact, mobiliser les capitaux et accélérer la conclusion d'accords stratégiques.

Les opportunités concernent de nombreux domaines, notamment le commerce de détail, stimulé par l'émergence d'une classe moyenne croissante dans plusieurs pays africains. Les secteurs de l'alimentation, de la santé et du textile figurent parmi les plus prometteurs.

- Selon un rapport publié en 2019 par la banque Rand Merchant, l'Égypte, le Maroc et l'Afrique du Sud figurent parmi les destinations d'investissement les plus attractives du continent. La jeunesse de la population, la diversité des ressources naturelles et la montée de nouveaux marchés internes sont autant d'atouts qui laissent présager une expansion durable.

- Google a annoncé en octobre un investissement de 15 milliards de dollars pour l'installation dans le sud de l'Inde d'un gigantesque site dédié à l'intelligence artificielle (IA), qui confirme l'attrait des géants du secteur pour le pays le plus peuplé de la planète.

- La Chine s'impose comme l'un des centres névralgiques de l'innovation mondiale. La révolution technologique ne se joue plus uniquement dans les modèles d'intelligence artificielle. Elle se joue dans la capacité à industrialiser l'intelligence dans l'économie réelle : dans les usines, les réseaux énergétiques, la logistique, les véhicules ou encore les villes. Et sur ce terrain, la Chine - dispose d'atouts structurels 4 des 5 principaux clusters d'innovation au monde se situent désormais en Chine, Shenzhen-Hong Kong en tête du classement. La Chine représente près de 47% des chercheurs mondiaux en intelligence artificielle et la moitié des brevets déposés dans ce domaine sont chinois.

*Diplomat Investissement* s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Télé Udimba**

Vice-président exécutif: **Jonathan Fontaine**  
Directrice générale/partenaire: **Sâadia Lakehal**  
Rédacteur en chef par intérim: **Henri Tambwe**

#### ADMINISTRATION

**Fatouma Muhiya**  
**Liliane Aneka**

#### DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Télé Wembolua**  
Relations avec les secteurs privé et public: **B. Omeonga**  
Relations avec les institutions: **B. Omeonga**  
Développement des affaires: **Ignace Lumumba**  
Directeur de projets: **Dominique Gagnon**  
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye, Prince Omeonga, José Tete W.**

#### DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**  
Promotion du commerce et des investissements: **Anacle Mutombo**  
Relation avec l'Amérique: **Baby Tete W.**  
Relation avec les pays du Golfe et Arabe: **Souleyman Kelley Younous**

#### MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Elisée Kyamoto**  
Marketing et Publicité: **Sylla Aminata**

#### RÉDACTION

Chef rubrique: **Dominique Gagnon**  
Chef réviseur: **Lambert Opula, PhD**  
**Correspondants:** Jacques Fani, Dominique Martens, Jacques Malu, Joseph Smith, Aziz Fouad, Eric Kouassi, Camara Lamine, Kakoyi Yaya Mahamat.  
Reportage: **Mamie Omeonga**

#### STAGIAIRES

**Cherifa Abdramane Ali**

#### PRODUCTION

Directeur de production: **Jean Télé**  
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**  
Impression: **GU**  
Logistique: **Mutombo Kahozzi**

#### COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

**WABC**

#### DISTRIBUTION

Distribution ciblée: **WABC**

#### PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe **Diplomat Investissement**  
Ont également collaboré à ce numéro: **Alphose Noah, Richard Martin, André Lalonde, Jean Christian Mpoyi Kabuya, André Jolicœur, Prof. Vincent L. Bokata, Willy Nsabimana.**  
Consultant et Chargé des projets: **Lambert Opula Ph D.**

**Notre politique de distribution:** Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN: 1205-9757

**Magazine Diplomat Investissement**  
530 Boulevard Côte Vertu, suite 605  
Saint-Laurent, QC H4L 1X9  
contact@diplomatinvestissement.com  
www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

## Le FMI met en garde contre les pressions inflationnistes liées à la hausse du pétrole

Jean Télé

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a mis en garde lundi contre les risques d'inflation liés au conflit au Moyen-Orient, affirmant qu'une augmentation de 10 % du prix du pétrole, si elle persistait pendant la majeure partie de l'année, entraînerait une hausse de 40 points de base de l'inflation mondiale. « Nous voyons à nouveau la résilience testée par le nouveau conflit au Moyen-Orient », a déclaré Georgieva, lors d'un symposium organisé par le ministère des Finances japonais.

« Mon conseil aux décideurs politiques dans ce nouvel environnement mondial est de penser l'impensable et de s'y préparer », a-t-elle ajouté. Le baril de pétrole a flambé lundi de 30% en quelques heures et dépassé 115 dollars, envolée historique dans un marché paniqué par la prolongation du conflit au Moyen-Orient, le blocage du détroit d'Ormuz et les dommages aux infrastructures énergétiques.

En mars 2026, la hausse des prix du pétrole — exacerbée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et des conflits impliquant l'Iran — génère d'importantes pressions inflationnistes mondiales.

Impact direct sur les coûts :

La montée du brut fait grimper immédiatement les prix à la pompe et les factures de chauffage.

Selon les analyses de la Réserve fédérale (Fed), une hausse de 10 \$ par baril peut ajouter environ 0,2 % à l'inflation globale.

Répercussions sur la chaîne d'approvisionnement :

Alimentation : L'augmentation des frais de transport et de production agricole pèse sur le prix du panier d'épicerie.

Biens et services : La plupart des secteurs industriels répercutent la hausse des coûts énergétiques sur leurs prix de vente finaux.

Conséquences macroéconomiques :

Croissance : Goldman Sachs estime que cette flambée pourrait amputer la croissance mondiale d'environ 0,3 % sur l'année à venir.

Taux d'intérêt : Ces tensions compliquent la tâche des banques centrales, comme la Banque du Canada, qui doivent arbitrer entre la lutte contre l'inflation et le soutien à une économie ralentie.

# JOSÉ ANTONIO KAST

## Nouveau président d'extrême droite au Chili

L'avocat ultraconservateur José Antonio Kast a pris mercredi la présidence du Chili, sur la promesse de lancer un "gouvernement d'urgence" et a annoncé immédiatement des mesures pour décourager l'entrée de migrants dans le pays. Le chef d'Etat le plus à droite du pays depuis la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-1990) est arrivé à la tête du pays andin avec un discours de fermeté face à la délinquance et à l'immigration irrégulière, des thèmes chers aux Chiliens.

Émile Gagnon

L'une de ses premières décisions a été d'ordonner la construction de "barrières physiques" à la frontière avec la Bolivie afin d'empêcher le passage de migrants. Dans son premier discours à la nation, prononcé depuis l'un des balcons du palais présidentiel de la Moneda, à Santiago, M. Kast a aussi assuré que le "gouvernement d'urgence" promis ne serait pas seulement un "slogan".

"Pour faire face à ces situations d'urgence en matière de sécurité, de santé, d'éducation et d'emploi, le Chili a besoin d'un gouvernement d'urgence, et c'est ce que nous allons avoir (...), ce n'est pas un slogan", a déclaré M. Kast, 60 ans, devant des milliers de partisans rassemblés dans la capitale chilienne. José Antonio Kast a été investi président lors d'une cérémonie devant le Parlement réuni en assemblée plénière à Valparaiso, à 110 km à l'ouest de Santiago. Largement gagnant lors de la présidentielle de décembre face à la communiste modérée Jeannette Jara, le dirigeant d'extrême droite succède au président de gauche Gabriel Boric.

### Premières mesures

Mercredi soir, le nouveau chef de l'Etat a signé six premiers décrets, dont trois consacrés à freiner la migration irrégulière, l'une de ses promesses de campagne. "Je vous confie (...) la tâche de nous aider à construire des barrières physiques pour stopper l'entrée de l'immigration illégale" à la frontière avec la Bolivie, a ordonné le dirigeant ultraconservateur au chef de l'armée, Pedro Varela. Au Chili, près de 337.000 personnes étrangères sont sans-papiers, selon les données officielles. Le président a également annoncé un "audit" de tous les ministères afin d'évaluer la situation dans laquelle le gouvernement sortant de Gabriel Boric a laissé l'administration.

"On nous remet un pays en plus mauvais état que ce que nous pouvions imaginer", a fustigé M. Kast dans son discours.

### Nouvel allié

Plusieurs dirigeants de la région ont assisté à sa prestation de serment, parmi lesquels Javier Milei (Argentine), Rodrigo Paz (Bolivie), Daniel Noboa (Equateur), le sous-secrétaire d'Etat américain Christopher Landau, et la lauréate du prix Nobel de la paix, la Vénézuélienne Maria Corina Machado.

L'arrivée au pouvoir de M. Kast inscrit le Chili dans une vague de gouvernements conservateurs en Amérique latine et offre un nouvel allié dans la région aux Etats-Unis de Donald Trump. Ancien député, membre d'un courant catholique conservateur et père de

neuf enfants, José Antonio Kast représente "une droite conservatrice comme on n'en a pas connu depuis le retour à la démocratie", affirme Rodrigo Arellano, analyste politique à l'Université privée du Développement de Santiago. "J'ai bon espoir avec Kast. Cela fait de nombreuses années que nous subissons beaucoup de vandalisme et de délinquance au Chili", a déclaré à l'AFP José Miguel Uriona, un commerçant de 65 ans de Valparaiso. Même si les crimes violents ont augmenté sur la dernière décennie, le Chili reste l'un des pays les plus sûrs d'Amérique latine avec un taux d'homicides en 2025 de 5,4 pour 100.000 habitants.

### "Urgence nationale"

Martina Vivar, étudiante de 20 ans en ergo-





thérapie, a déclaré avoir ressenti de la "rage" face à la victoire de la "campagne de peur" de Kast, "comme sous la dictature". Le nouveau président assure que son gouvernement fera face à "une urgence nationale". Il promet d'agir rapidement pour juguler la hausse des meurtres, des enlèvements et de l'extorsion. Parmi les 24 ministres du gouvernement

Kast, figurent deux ex-avocats de l'ancien dictateur Pinochet, mort en 2006 alors qu'il était accusé de graves violations des droits humains, et une militante anti-avortement qui prendra la tête du ministère de la Femme. Ces nominations avaient suscité l'indignation de l'opposition. Bien que la droite soit en position de force au Parlement, elle

aura besoin de quelques voix du centre gauche pour mettre en œuvre ses promesses électorales. Il s'agit d'une équipe "avec très peu d'expérience en négociation et en gestion politique" qui "peut lui causer des problèmes avec le Parlement", commente le politologue Alejandro Olivares, analyste à l'Université du Chili. •



*Le nouveau président chilien José Antonio Kast et son épouse María Pía Adriasola*

# ÉVARISTE NDAYISHIMIYE

## Les ambitions du Président du Burundi à la tête de l'UA pour l'année 2026

Le Président du Burundi, Évariste Ndayishimiye, a pris la présidence tournante de l'Union africaine (UA) le 15 février 2026, en succession de son homologue angolais João Lourenço. Cette passation intervient dans un contexte continental particulièrement exigeant, alors que l'Afrique doit composer avec des défis sécuritaires persistants, des tensions économiques croissantes, des effets de plus en plus visibles du changement climatique et une compétition accrue entre puissances pour l'accès aux ressources, aux marchés et aux positions d'influence. Le mandat burundais s'inscrit donc au croisement des urgences du moment et des ambitions de long terme du continent.

Prof. Vincent L. Bokata\*

Le Burundi, pays enclavé d'Afrique de l'Est, est membre de l'Union africaine depuis sa création et participe depuis des décennies aux grands efforts d'intégration, de paix et de coopération continentale. L'accession de ce petit État à la tête de l'organisation revêt ainsi une forte portée symbolique : elle rappelle que la conduite des affaires africaines ne relève pas uniquement des grandes puissances régionales, mais aussi des pays qui, par leur engagement diplomatique et leur sens du compromis, peuvent contribuer à faire avancer l'agenda commun. Évariste Ndayishimiye, élu en 2020, s'est progressivement imposé comme une figure politique de premier plan au Burundi, où il a cherché à incarner une ligne de stabilité, de dialogue et de réaffirmation de la souveraineté nationale.

En 2026, le paysage géopolitique africain est également marqué par la montée des approches unilatérales, la multiplication des crises transfrontalières et la pression constante des grandes puissances sur les choix stratégiques des États africains. De la Corne de l'Afrique au Sahel, en passant par la région des Grands Lacs, plusieurs foyers d'instabilité continuent d'affecter la sécurité collective, tandis que les chocs climatiques fragilisent davantage les économies, les infrastructures et les systèmes sociaux. Dans ce contexte, la présidence burundaise de l'UA apparaît comme une opportunité de remettre au centre la coopération, la solidarité et la recherche de solutions africaines aux problèmes africains.

### Vision et priorités

Sa vision, « Renaissance Africaine par la Jeunesse », repose sur une ambition claire : renforcer l'autonomisation des femmes et



*Évariste Ndayishimiye, président de la République du Burundi et président en exercice de l'Union africaine (UA) pour l'année 2026*

des jeunes, accélérer l'intégration continentale et porter une voix africaine unie sur la scène internationale. Cette orientation répond à une réalité démographique décisive : environ 60 % de la population africaine a moins de 25 ans, ce qui fait de la jeunesse non seulement un enjeu social, mais surtout un atout stratégique pour la transformation économique, technologique et politique du continent.

Dans cette perspective, investir dans la jeunesse revient à investir dans la stabilité, l'innovation et la compétitivité future de l'Afrique. La vision présidentielle met aussi l'accent sur les femmes, dont le rôle demeure central dans les dynamiques de

développement, de cohésion sociale et de résilience communautaire. L'autonomisation envisagée passe par plusieurs mécanismes complémentaires : amélioration de l'accès au financement pour les entrepreneurs, renforcement de la participation des femmes à la prise de décision, appui à l'éducation des filles, promotion de l'accès aux technologies numériques et lutte contre les obstacles structurels qui limitent leur pleine contribution à la vie publique et économique. En faisant de l'égalité des chances un levier de transformation, la présidence burundaise entend inscrire l'action de l'UA dans une logique d'impact concret. Cette approche s'inscrit dans la



Le président angolais Joao Lourenço passe le bâton de commandement de l'Union africaine à son homologue burundais, Évariste Ndayishimiye

continuité des présidences précédentes, qui ont porté des priorités liées à la paix, à l'intégration et au développement durable, tout en apportant une nouvelle dynamique davantage tournée vers la valorisation du capital humain. Le Burundi souhaite ainsi mettre en avant une méthode fondée sur l'écoute, la convergence des initiatives et la mise en réseau des acteurs publics, privés et communautaires. L'objectif est de faire émerger une Afrique plus inclusive, capable de transformer ses atouts démographiques en dividende économique et politique durable.

#### Les grands axes de la présidence burundaise

- Paix et sécurité : faire progresser l'initiative « Faire taire les armes d'ici 2030 » et contribuer au règlement des crises en RDC, au Sahel, en Libye et au Soudan. La présidence burundaise entend encourager le dialogue inter-congolais, renforcer le soutien aux mécanismes de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et appuyer les efforts de médiation au Sahel afin de favoriser des solutions africaines, crédibles et durables.

- Intégration et développement : accélérer les programmes liés à l'eau, à l'assainissement et à l'intégration socio-économique du continent. Cette ambition suppose de mobiliser des investissements dans les infrastructures, les corridors de transport, l'énergie et le numérique, en s'appuyant sur des partenariats renforcés avec la Banque africaine de développement (BAD) et Afreximbank pour soutenir le commerce, l'industrialisation et la connectivité régionale.

- Mise en œuvre de l'Agenda 2063 : faire de ce cadre stratégique une priorité pour bâtir une Afrique intégrée, prospère et résiliente. D'ici 2030, plusieurs jalons doivent être consolidés : accélération de la libre circulation, montée en puissance de

l'industrialisation continentale, amélioration de la gouvernance, renforcement des institutions panafricaines et mise en œuvre de programmes à fort impact sur l'emploi, l'éducation et les infrastructures.

- Souveraineté africaine : défendre la présence de l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU et promouvoir ses intérêts géopolitiques sur la scène mondiale. Cette ligne inclut la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies et la consolidation d'une position africaine unifiée fondée sur le consensus d'Ezulwini, afin que le continent parle d'une seule voix sur les questions de représentation internationale et de gouvernance mondiale. Le Burundi entend également inscrire son mandat dans une logique de continuité et d'efficacité, en poursuivant la rationalisation des méthodes de travail engagée sous la présidence angolaise.

Dans le même esprit, la présidence burundaise souhaite faire de la diplomatie économique un instrument à part entière de l'action de l'UA : attirer davantage d'investissements vers les secteurs productifs, renforcer la mise en œuvre de la ZLECAf (Zone de Libre-Échange Continentale Africaine) et promouvoir l'usage des monnaies locales dans les échanges intra-africains afin de réduire la dépendance aux devises étrangères, de limiter les coûts de transaction et de soutenir les économies africaines. Parmi les temps forts annoncés figure l'organisation, en août 2026, d'un grand dialogue continental à Bujumbura, destiné à transformer le dividende démographique africain en moteur de croissance et d'innovation.

#### Thème 2026

L'année 2026 est placée sous le thème : « Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 ». Ce thème répond à une réalité concrète et

urgente : plus de 400 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à une source d'eau potable sûre, et près de 700 millions sont privées de services d'assainissement adéquats. Les premières victimes sont les enfants, les femmes et les populations rurales. À ces inégalités d'accès s'ajoutent des conséquences économiques majeures, le manque d'eau et d'assainissement coûtant plusieurs points de croissance aux économies africaines et représentant, selon les estimations disponibles, jusqu'à 2 à 3 % du PIB dans certains pays fortement touchés. Les maladies hydriques, les épidémies de diarrhée et les infections liées à l'eau pèsent lourdement sur les systèmes de santé, tandis que la corvée d'eau réduit le temps disponible pour l'éducation, le travail et l'entrepreneuriat.

Les impacts sociaux sont particulièrement marqués pour les filles, dont la fréquentation scolaire peut diminuer en raison du temps consacré à la collecte d'eau ou du manque d'installations sanitaires adaptées à l'école. Dans plusieurs régions d'Afrique subsaharienne, de la Corne de l'Afrique et du Sahel, la crise de l'eau accentue ainsi les inégalités de genre, fragilise la santé maternelle et infantile et accroît la vulnérabilité des ménages déjà exposés à l'insécurité alimentaire et aux chocs climatiques. Au-delà de l'enjeu social, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement constitue donc un levier essentiel de santé publique, de productivité, de réussite scolaire et de résilience face aux chocs climatiques. Il s'agit d'un pilier stratégique pour tous les États membres de l'Union africaine.

(\*) Vincent L. Bokata, Économiste

Professeur d'économie

Président du Bureau de Gestion de projets

(BUGEPRO)

Vice-président du Carrefour Canadien d'Intégration et de Compétences.

# GUERRE AU MOYEN-ORIENT

## Avec 6 milliards d'euros de combustibles vendus, la Russie grande gagnante du conflit... en Iran

Paul analeka

**S**elon le groupe de réflexion Centre for Research on Energy and Clean Air, la Russie a réalisé 672 millions d'euros de ventes supplémentaires de pétrole, de gaz et de charbon en mars, pour un total de 6 milliards d'euros au total. Une guerre peut en financer une autre. Selon la dernière étude du groupe de réflexion finlandais Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), la Russie pourrait utiliser les conséquences de la guerre en Iran sur les prix du pétrole pour soutenir ses efforts de guerre en Ukraine.

Le CREA se base notamment sur la forte hausse des combustibles fossiles russes au cours des deux premières semaines du conflit en Iran. En l'espace de treize jours, Moscou a réalisé 672 millions d'euros de ventes supplémentaires, par rapport à ses chiffres habituels, de pétrole, de gaz et de charbon.

**« De l'argent qui alimente la machine de guerre »**

La grande majorité de cette augmentation, soit environ 625 millions d'euros, semble provenir du commerce du pétrole. Au total, la Russie aurait engrangé 6 milliards d'euros de vente de ses combustibles fossiles depuis le début de la guerre en Iran, grâce notamment au bond de 14 % des prix moyens journaliers combinés par rapport à février. Avant le début de la guerre au Moyen-Orient, les revenus que la Russie tirait de ses exportations de pétrole et de gaz avaient diminué au cours des 12 mois précédents. Les recettes pétrolières et de produits raffinés de la Russie avaient même atteint leur niveau le plus bas depuis le début du conflit ukrainien en 2022.

Mais face à la guerre en Iran qui a occasionné « la plus grande perturbation de l'approvisionnement de l'histoire du marché pétrolier mondial » selon l'Agence internationale de l'énergie, c'est bien la Russie qui en profite. « Lorsque les marchés paniquent, les exportateurs autoritaires en profitent, explique Alexander Kirk, spécialiste pour l'ONG Urgewald. En moins de deux se-



Vladimir Poutine, président de la fédération de Russie

maines, la Russie a engrangé environ 6 milliards d'euros grâce à ses exportations de combustibles fossiles, un argent qui alimente en fin de compte la machine de guerre du Kremlin. » En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

**Guerre en Iran : une aubaine et un cruel révélateur pour Vladimir Poutine**

L'attaque menée par les Etats-Unis et Israël n'a pas seulement un impact économique : elle éclipse le conflit déclenché par la Russie en 2022 et met sous pression les stocks d'armes antiaériennes américaines, dont les Ukrainiens ont un cruel besoin. Les tensions sur les prix des hydrocarbures alimentées par l'attaque massive des Etats-Unis et draël

contre le régime iranien font à court terme les affaires de Vladimir Poutine. Le maître du Kremlin n'a pu que se satisfaire de voir Washington autoriser, le 4 mars, l'Inde à s'approvisionner en pétrole produit en Russie. Le lendemain, le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a même assuré « étudier » la possibilité d'élargir la levée des sanctions sur l'or noir russe « pour soulager le marché » le temps du conflit qui embrase les deux rives du Golfe.

Ces ouvertures tombent à point nommé, comme la hausse des cours. Des sanctions internationales adoptées après l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, contraignent en effet la Russie à vendre son pétrole à prix cassés. Ses revenus tirés des hydrocarbures ont atteint en janvier leur plus bas niveau

depuis cinq ans, ce qui ne peut que fragiliser un peu plus son économie et peser sur le financement de l'interminable guerre imposée à Kiev. Les informations publiées par le Washington Post selon lesquelles Moscou fournirait du renseignement à l'Iran pour cibler les forces américaines ont été minimisées par le chef du Pentagone, Pete Hegseth. Et elles n'ont pas pesé sur le nouvel échange téléphonique entre les présidents américain et russe, survenu le 9 mars, que le locataire de la Maison Blanche a jugé « bon et positif ». L'impact de cette guerre contre l'Iran n'est pas qu'économique. Elle éclipse malheureusement le conflit déclenché par la Russie et met sous pression les stocks d'armes antiaériennes des Etats-Unis dont les Ukrainiens ont pourtant un cruel besoin.

Cet effet d'aubaine a cependant un coût pour Moscou. Totalement absorbé par une guerre qu'il pensait remporter en un temps record, Vladimir Poutine ne peut que constater les limites de son influence. La chute brutale, en décembre 2024, du régime du dictateur syrien Bachar Al-Assad, qu'il avait aidé à se maintenir au pouvoir pendant la guerre civile, en a été la première

sifs. Le pilonnage sans précédent, depuis le 28 février, des centres nerveux de la dictature iranienne souligne également l'impuissance de Moscou à soutenir un allié dont l'expérience en matière de drones a pourtant été cruciale dans la guerre infligée à l'Ukraine.

En 2014, un prédécesseur démocrate de Donald Trump, Barack Obama, avait suscité l'ire de Moscou en qualifiant la Russie de « puissance régionale ». Plus d'une décennie plus tard, la formule qui masquait mal la passivité des Etats-Unis après l'annexion unilatérale de la Crimée s'illustre par cette succession de revers. Que vaut en effet le « soutien indéfectible » dont Vladimir Poutine a assuré le nouveau Guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, dès sa nomination ?

### **La guerre au Moyen-Orient, aubaine pour Moscou après la levée de sanctions américaines sur le pétrole russe ?**

Cette mesure temporaire est une bonne nouvelle pour Moscou, alors que ses revenus pétroliers et gaziers sont au plus bas depuis le début de la guerre en Ukraine. Mais cela ne change pas fondamentalement la donne. Washington a annoncé dans la nuit

court terme", a-t-il insisté, qui n'apportera pas "de bénéfices financiers significatifs au gouvernement russe". Ceci dit, Moscou affiche sa satisfaction. Grande satisfaction même de la part de l'émissaire pour les affaires économiques de Vladimir Poutine, qui jubile sur les réseaux sociaux. "Les Etats-Unis admettent la réalité : sans pétrole russe, le marché mondial ne peut être stable", écrit Kirill Dmitriev qui était de retour d'un voyage à Miami (Floride), où il a rencontré l'émissaire de Donald Trump, Steve Witkoff.

Et effectivement, l'annonce de la levée de sanctions américaines sur le pétrole russe est une bonne nouvelle pour Moscou, qui va pouvoir profiter de la hausse des cours. Il faut savoir que la Russie est obligée d'accorder de très gros rabais pour pouvoir vendre son pétrole, ce qui limite ses profits. L'agence Reuters a calculé que ses recettes d'exportations de brut pourraient doubler en mars, au moment où les finances russes sont à la peine, historiquement basses.

L'annonce de Washington semble même susciter des vocations puisque la Thaïlande s'est dite prête à acheter du pétrole russe, elle aussi. Cette levée de sanctions vient s'ajouter à celles annoncées plus tôt qui visaient l'Inde, qui peut de nouveau acheter du pétrole russe sans craindre de mesures de rétorsion. La Russie va donc vendre plus de pétrole et va le vendre plus cher.

### **Le Kremlin veut que Washington aille plus loin**

Pour autant, on ne revient pas à la situation d'avant la guerre, parce que Moscou a perdu quand même de nombreux clients, à commencer par les Européens, qui n'achètent quasiment plus de pétrole russe. Elle a quand même moins de débouchés pour son pétrole, qu'elle vend quasi exclusivement sur le marché asiatique aujourd'hui. Par ailleurs, cette levée des sanctions n'est que partielle et limitée dans le temps (30 jours). Elle ne concerne que les cargaisons qui sont actuellement en mer, ce qui représente environ 5% de ses exportations annuelles.

C'est une bonne nouvelle pour Moscou, mais cela ne change pas fondamentalement la donne. Le porte-parole du Kremlin affichait vendredi matin une satisfaction mesurée en rappelant que seuls des volumes importants de pétrole russe pourraient stabiliser le marché, à son sens. Une façon de dire aux Etats-Unis qu'il faut aller plus loin. Washington a d'ailleurs proposé un nouveau round de négociations entre Russes et Ukrainiens pour la semaine prochaine, c'est peut-être une façon de tester la réaction de Moscou à cet assouplissement des sanctions.



*Le président russe, Vladimir Poutine et son homologue américain, Donald Trump*

manifestation marquante. La capture du Vénézuélien Nicolas Maduro par l'armée américaine à Caracas, le 3 janvier, une démonstration de force dont l'armée russe s'était montrée incapable en Ukraine quatre ans plus tôt, a ensuite privé la Russie d'un important point d'appui dans les Caraïbes.

Et le néo-impérialisme revendiqué par Donald Trump sur le continent américain menace désormais un autre allié historique de l'Union soviétique puis de la Russie : le régime au pouvoir à Cuba. L'Iran et Israël, rejoint en juin 2025 par les Etats-Unis, ont connu trois cycles d'affrontements succes-

de jeudi 12 mars l'autorisation temporaire de la vente de pétrole russe stocké sur des navires, un nouvel assouplissement sur les sanctions visant Moscou alors que les revenus pétroliers et gaziers de la Russie ont atteint leur plus bas niveau depuis le début de la guerre en Ukraine, et que les cours flambent à cause de la guerre en Iran. D'où cette levée de sanctions pour tenter de stabiliser le marché. Le ministre des Finances américain, Scott Bessent, assure dans un communiqué que cette nouvelle autorisation visait à "accroître la portée mondiale de l'offre existante". Mais il s'agit d'une "mesure à

# PARTENARIAT CHINE-RDC

## Signature d'un accord historique entre la RDC et la Chine

Prof. Vincent L. Bokata\*

La RDC et la Chine ont franchi une étape majeure en scellant un partenariat stratégique au service du développement économique congolais et de la valorisation des ressources minières du pays. Cet accord prévoit la transformation locale des ressources, la protection des investissements et une franchise totale de douane pour les exportations congolaises vers la Chine à partir du 1er mai 2026.

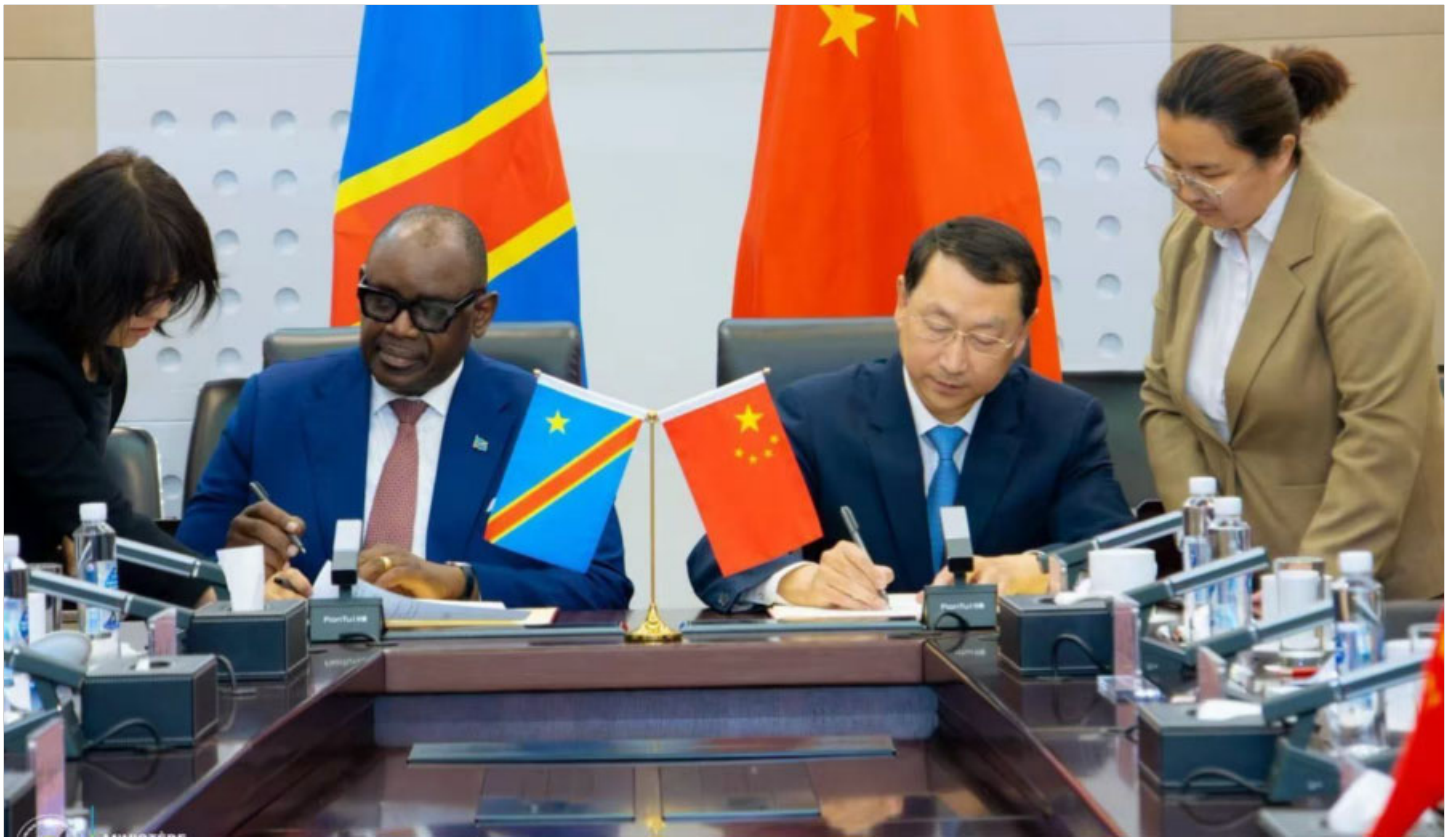
congolais vers la Chine dès mai 2026.

• **Coopération géologique** : Partage de données et structuration du cadre Cet accord s'inscrit dans la continuité du "contrat du siècle" de 2008 (revu en 2024), qui avait déjà établi un échange de ressources minières (cuivre, cobalt) contre des infrastructures. Ce nouveau partenariat vise à corriger les déséquilibres passés. Ce protocole d'accord a été signé par les ministres des Mines des deux pays, Son Excellence Monsieur le Ministre Louis Watum

pragmatique, orientée vers des résultats concrets et durables.

À cette occasion, les deux ministres ont souligné l'importance d'un partenariat fondé sur le respect, la réciprocité et l'intérêt commun, tout en réaffirmant leur détermination à faire de cette collaboration un modèle de coopération minière moderne et équilibrée.

Dans un monde où la bataille pour les matières premières critiques s'intensifie, cet accord propulse la RDC au rang d'ac-



*signature du mémorandum d'accord stratégique à Beijing pour renforcer la coopération dans les domaines de la géologie et des ressources minérales entre le ministre congolais des Mines, Louis Watum Kabamba (G), et son homologue chinois, Guan Zhi'ou*

### Les axes stratégiques de l'accord:

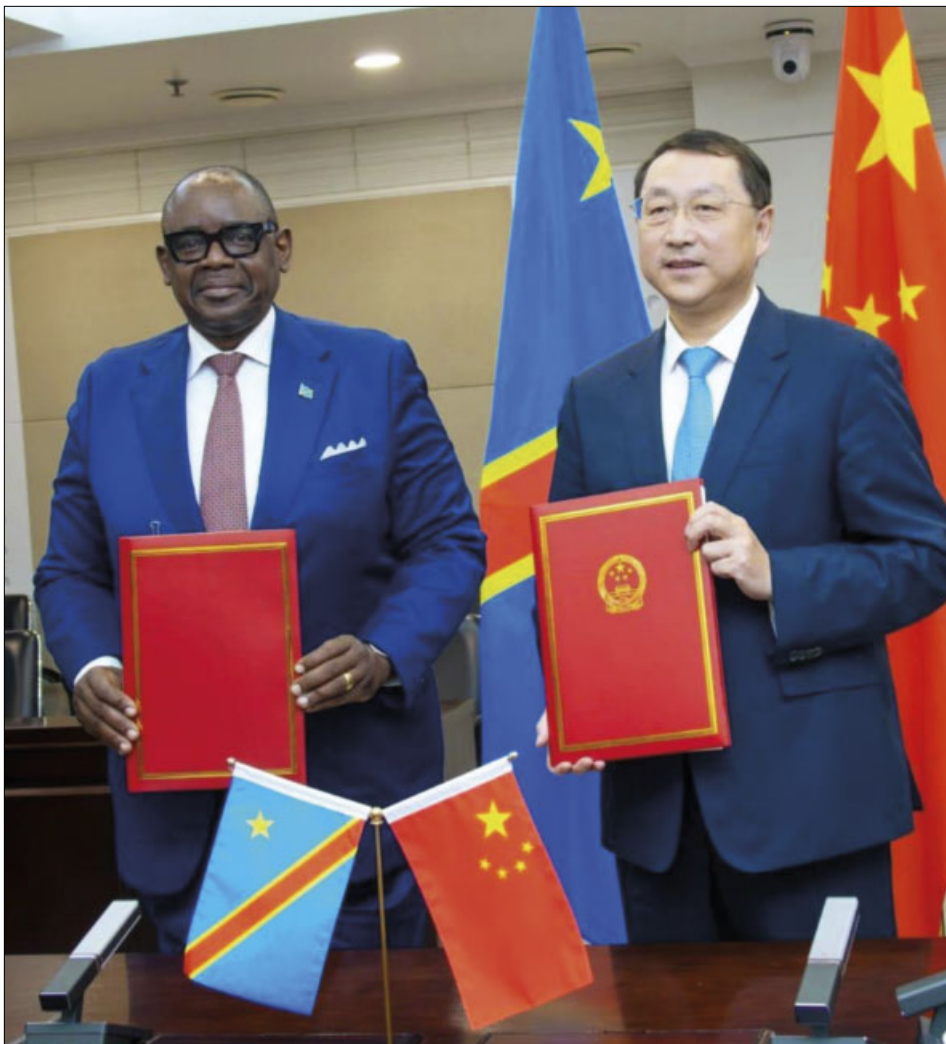
- **Partenariat Stratégique** : Renforcement de la coopération minière, minière-énergétique et de la transformation locale pour industrialiser la RDC.
- **Projet MIFOR** : Le projet des Mines de Fer de la Grande Orientale (MIFOR) est au centre de cet accord avec des investissements massifs.
- **Avantages douaniers** : Exemption des droits de douane pour les produits miniers

Kabamba et son homologue Son Excellence Monsieur le Ministre Guan Zhi'ou, lors d'une cérémonie organisée à Beijing dans une atmosphère empreinte de solennité diplomatique et de confiance mutuelle. Des représentants des deux gouvernements, ainsi que des acteurs du secteur minier, ont pris part à ce rendez-vous porteur de nouvelles perspectives.

Les échanges ont mis en avant la volonté commune de bâtir une coopération

stratégique sur l'échiquier économique international. Il consacre aussi la solidité d'une relation sino-congolaise patiemment construite sur des intérêts convergents, des échanges économiques soutenus et une ambition commune : transformer les richesses du sous-sol en prospérité partagée.

Plus largement, ce rapprochement illustre la montée en puissance des partenariats Sud-Sud et leur rôle clé dans l'émer-



gence de modèles de développement fondés sur l'investissement, l'industrialisation et la création de valeur locale.

### **Le rôle déterminant du ministre des Mines dans la concrétisation de la vision du chef de l'État**

**Le ministre Louis Watum joue un rôle clé dans la concrétisation de la vision de Félix Tshisekedi en visant la transformation locale des minerais, la maximisation des recettes de l'État et l'assainissement du secteur. Cette action repose sur des projets industriels majeurs, le contrôle des partenariats miniers et la valorisation du potentiel géologique. Cette mission vise à consolider des partenariats économiques, industriels et technologiques capables d'accélérer la transformation structurelle de notre pays.**

Les actions du Ministre illustrent l'engagement des autorités congolaises en faveur du développement du pays et de la modernisation du secteur minier. En

première ligne sa diplomatie minière, qui consiste à diversifier les partenaires stratégiques dans le secteur minier et à certifier les réserves prouvées des ressources minières afin de les introduire sur le marché des capitaux, Louis Watum a porté les discussions avec méthode et détermination, en défendant une approche fondée sur l'intérêt national et la recherche d'un partenariat gagnant-gagnant capable d'attirer davantage d'investissements et d'ouvrir de nouveaux débouchés aux minerais congolais.

Fort de son expérience de terrain et de sa connaissance approfondie des enjeux industriels, il apparaît comme un interlocuteur capable de conjuguer exigences techniques, sens politique et vision stratégique. Expert technique doté d'une notoriété avec plus de 30 ans d'expérience dans le secteur, Son parcours, marqué par une expertise reconnue dans la gouvernance des actifs miniers et des secteurs productifs, lui con-

fère une légitimité particulière pour conduire un portefeuille aussi sensible que celui des Mines, au croisement des impératifs de souveraineté, de compétitivité et de redistribution. Cette vision présidentielle s'inscrit dans une logique de gouvernance plus rigoureuse des ressources naturelles, de lutte contre les pratiques de sous-valorisation et de promotion d'une exploitation plus responsable, plus transparente et davantage bénéfique aux populations. Elle fixe un cap clair au secteur : faire de la RDC une plateforme minière moderne, compétitive et souveraine, où la transformation locale devient la norme, où la création de valeur se fait sur place et où chaque tonne exportée contribue davantage au développement national.

Dans le contexte actuel de transition énergétique mondiale, où la demande en cuivre, cobalt, lithium, nickel et autres minerais critiques explose sous l'effet du développement des batteries, des véhicules électriques et des semi-conducteurs, l'accord prend une dimension qui dépasse largement le cadre bilatéral. Il intervient à un moment où les grandes puissances cherchent à sécuriser leurs approvisionnements, à diversifier leurs chaînes de valeur et à réduire leur dépendance à des zones d'extraction concentrées. Dans ce paysage hautement concurrentiel, la RDC, riche d'un sous-sol exceptionnel, devient un partenaire incontournable. La signature à Beijing revêt dès lors une forte portée symbolique : elle traduit la reconnaissance par la Chine du rôle stratégique de Kinshasa, tout en illustrant la maturité d'une relation diplomatique nouée de longue date, consolidée au fil des décennies par des visites officielles, des projets structurants, des échanges commerciaux croissants et une coopération politique constante.

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, la coopération sino-congolaise s'est progressivement renforcée de l'énergie, des mines et du commerce, jusqu'à devenir l'un des axes majeurs de la politique économique extérieure congolaise. Lors de la cérémonie, le ministre Louis Watum aurait insisté, selon des propos rapportés par les participants, sur la nécessité de « transformer nos ressources en richesse durable pour notre peuple », tandis que son homologue chinois aurait salué « une étape importante vers un partenariat équilibré,



Louis Watum Kabamba, Ministre des Mines de la RDC (C) et Guan Zhi'ou, Ministre des Ressources naturelles de la Chine (C) entourés de leurs délégations

« tourné vers la stabilité, la confiance et le développement mutuel ». Au cœur des réformes engagées figurent la transformation locale des minerais, l'amélioration du climat des affaires, le renforcement du contrôle de la chaîne de production et la recherche d'une meilleure captation des revenus miniers au profit du Trésor public et des communautés. Ces réformes passent aussi par la digitalisation progressive des procédures, la traçabilité renforcée des flux miniers, le recours à des outils de contrôle plus performants et une lutte plus ferme contre la fraude minière, la contrebande et les circuits opaques qui amputent les recettes de l'État. Elles s'accompagnent également d'un travail institutionnel de fond, avec des ajustements législatifs et réglementaires destinés à rendre le cadre minier plus lisible, plus attractif et plus protecteur de l'intérêt national.

Dans cette dynamique, plusieurs pistes sont déjà mises en avant : renforcement de la révision du code minier, clarification des obligations des opérateurs, consolidation des mécanismes de certification, et création ou restructuration d'outils de contrôle et de suivi capables d'améliorer l'encadrement de la production et des exportations.

À travers cette dynamique, la RDC ambitionne de s'affirmer non plus seulement comme un pays riche en ressources, mais comme une puissance minière mondiale capable d'imposer ses standards, d'influencer les chaînes d'approvisionnement stratégiques et de convertir son potentiel géologique exceptionnel en levier durable de souveraineté économique et de prospérité nationale. À partir du 1<sup>er</sup> mai 2026, les exportations vers la Chine en-

treront dans une nouvelle ère : elles bénéficieront d'un accès en franchise de droits de douane. Concrètement, cette mesure représente un allègement important des coûts pour les exportateurs congolais, qui pourront réaliser des économies substantielles à chaque expédition et proposer leurs produits à des prix plus compétitifs sur le marché chinois.

Un tel avantage est particulièrement attendu pour les minerais stratégiques que sont le cuivre, le cobalt, le coltan et d'autres produits à forte valeur ajoutée, appelés à profiter en priorité de cet assouplissement commercial. En réduisant la pression fiscale à l'exportation, l'accord crée un signal fort en faveur de la transformation locale : les opérateurs auront davantage intérêt à raffiner, traiter et transformer les minerais sur place avant leur sortie du territoire, afin de capter une part plus importante de la valeur ajoutée.

À terme, cette dynamique peut encourager l'installation d'unités industrielles, stimuler l'emploi qualifié et renforcer les recettes nationales. Au-delà de ses retombées immédiates, cet accord prend ainsi une portée historique pour la RDC, en ouvrant des perspectives nouvelles de croissance, d'industrialisation et de prospérité partagée au bénéfice direct du peuple congolais. À l'échelle des échanges bilatéraux, la Chine figure déjà parmi les premiers partenaires commerciaux de la RDC, avec des flux qui se chiffrent en milliards de dollars par an et qui traduisent l'intensité croissante des relations économiques entre les deux pays. Cet accord marque donc un tournant dans la manière dont la RDC conçoit ses relations

économiques avec ses partenaires. Désormais, Kinshasa adopte une approche plus stratégique et plus exigeante, centrée sur la transformation locale, la création de valeur et la défense plus ferme de l'intérêt national. La RDC ne veut plus se limiter au simple export de matières brutes : elle entend imposer une logique de co-développement, de transfert de technologie et d'industrialisation au service de son économie. Les bénéfices attendus pour les populations sont considérables, avec à la clé davantage d'emplois, des infrastructures renforcées, des recettes fiscales accrues et une meilleure redistribution des richesses.

En affirmant cette vision, la RDC se positionne progressivement comme un futur modèle africain de développement minier souverain, capable de transformer son potentiel géologique en véritable levier de puissance, de prospérité et d'émancipation économique. Les prochaines étapes de mise en œuvre seront décisives : elles devront préciser les mécanismes de suivi, les calendriers d'exécution, les responsabilités de chaque partie, ainsi que les indicateurs de performance permettant d'évaluer les résultats concrets de l'accord.

Un dispositif de concertation régulière entre les administrations concernées, les opérateurs privés et les institutions de contrôle sera essentiel pour garantir la transparence, prévenir les blocages et corriger rapidement les écarts éventuels. La réussite de cette coopération dépendra aussi de la capacité des autorités congolaises à maintenir le cap des réformes, à rassurer les investisseurs et à préserver l'équilibre entre ouverture économique et protection des intérêts souverains.

Si cette trajectoire est tenue avec rigueur, la RDC pourra non seulement tirer un meilleur parti de ses ressources, mais aussi inspirer tout le continent par un modèle fondé sur la transformation locale, la maîtrise des chaînes de valeur et l'ambition de bâtir une croissance réellement inclusive. L'avenir du pays se dessinera alors autour d'un principe simple mais puissant : faire de chaque richesse extraite du sol congolais une opportunité durable pour les générations présentes et futures, et inscrire définitivement la RDC parmi les nations qui transforment leur potentiel en puissance réelle. •

(\*) Vincent L. Bokata, Économiste  
Professeur d'économie  
Président du Bureau de Gestion de projets  
(BUGEPRO)

Vice-président du Carrefour Canadien d'Intégration et de Compétences.

# ASSASSINAT DE PATRICE LUMUMBA

## La justice ordonne le renvoi en procès d'un ex-diplomate belge

La chambre du conseil de Bruxelles a décidé le 17 mars 2026 de renvoyer Étienne Davignon devant un tribunal correctionnel. Ce dernier est soupçonné de « participation à des crimes de guerre » pour son implication dans les décisions ayant mené à l'assassinat de l'ancien Premier ministre congolais Patrice Lumumba, le 17 janvier 1961. Cette décision est encore susceptible d'appel. Après des années d'enquête, Etienne Davignon, aujourd'hui âgé de 93 ans devrait être jugé devant un tribunal correctionnel pour son implication présumée dans la mort du héros de l'indépendance congolaise. Un ancien diplomate bientôt jugé devant le tribunal correctionnel de Bruxelles pour son implication dans les décisions ayant mené à l'assassinat de Patrice Lumumba ? C'est la chambre du Conseil du tribunal de Bruxelles qui vient de rendre sa décision et elle suit les réquisitions des avocats de la famille Lumumba.

Henri Tambwe

**P**our eux, les faits reprochés à Étienne Davignon sont un crime de guerre imprescriptible car il a participé à « une entreprise criminelle commune » et les preuves écrites sont là, à savoir des télex diplomatiques. Le procureur avait auparavant requis un procès en correctionnelle « pour tortures et traitements inhumains et participation à un crime de guerre ».

### La vérité rien que la vérité

La Belgique connaîtra-t-elle un procès pénal remuant son passé colonial ? La justice belge a ordonné le 17 mars le renvoi devant un tribunal d'Etienne Davignon, un ex-diplomate belge soupçonné d'avoir été mêlé aux décisions ayant conduit à l'assassinat du dirigeant congolais Patrice Lumumba en 1961. Aujourd'hui, il est le seul homme à pouvoir encore répondre d'une



éventuelle responsabilité pénale, parmi la dizaine de fonctionnaires, policiers ou agents de renseignements belges visés ini-

tialement dans une plainte déposée en 2011 à Bruxelles par des enfants du défunt. Aujourd'hui âgé de 93 ans, est soupçonné de « participation à des crimes de guerre ». Il conteste les faits reprochés. La décision de la chambre du conseil de Bruxelles est susceptible d'appel. Si in fine un procès est organisé, ce sera « la première fois qu'une juridiction pénale examine la responsabilité alléguée de représentants d'une ex-puissance coloniale dans l'assassinat d'un leader de l'indépendance africaine », soulignent les avocats des enfants et petits-enfants Lumumba. Premier chef du gouvernement de l'ancien Congo belge devenu

**Étienne Davignon photo de gauche, 93 ans, au tribunal correctionnel pour sa participation présumée aux crimes de guerre ayant mené à l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961. Ancien diplomate, il est accusé de « détention et transfert illicite » de Lumumba vers le Katanga et de « traitements dégradants.**



Deux petits-enfants de Patrice Lumumba, Yema Lumumba (à gauche) et Mehdi Lumumba (à droite), lors de la conférence de presse à l'issue d'une audience devant un tribunal belge chargé d'examiner la poursuite du seul suspect survivant dans l'affaire du meurtre de 1961.

indépendant le 30 juin 1960 (l'actuelle République démocratique du Congo, RDC), Patrice Lumumba avait été renversé dès la mi-septembre 1960 par un coup d'État. Transféré dans la région sécessionniste du Katanga (sud), il fut exécuté le 17 janvier 1961 par des séparatistes, avec l'appui de mercenaires belges. Il avait 35 ans. Son corps fut dissous dans l'acide.

Quelques mois auparavant, il avait, lors de l'indépendance, prononcé face au roi Baudouin, un discours réquisitoire contre la colonisation belge, décrite par les historiens comme l'une des plus violentes de l'histoire avec plusieurs millions de morts. Les autorités belges ont depuis régulièrement été accusées d'avoir orchestré sa disparition, sans qu'aucune procédure n'aboutisse à ce jour.

## Relations internationales

### «Crimes de guerre»

A l'époque de l'indépendance du Congo, Etienne Davignon, qui aura ensuite une longue carrière d'homme d'affaires et fut même commissaire européen dans les années 1980, était diplomate stagiaire à Kinshasa. Il est soupçonné d'avoir été aux premières loges quand a été évoqué par divers responsables belges le transfert du prisonnier Lumumba dans une région où les autorités locales lui étaient très hostiles. L'avocat de la famille Lumumba Christophe Marchand, estime qu'Etienne Davignon a été «un maillon» d'«une funeste entreprise



Le roi Baudouin et Etienne Davignon.



Patrice Emery Lumumba

criminelle étatique» de la Belgique. Le parquet fédéral lui reproche une «participation à des crimes de guerre» pour l'implication dans «la détention ou le transfert illicite» de Patrice Lumumba. Il pointe aussi de présumés «traitements humiliants et dégradants» à l'égard de la victime.

La demande de renvoi en correctionnelle avait été formulée en 2025 par le parquet fédéral belge, et débattue le 20 janvier à huis clos devant une juridiction d'instruction à Bruxelles.

A cette occasion, Johan Verbist, avocat de l'ancien diplomate, a fait valoir que le «délai raisonnable» pour juger le dossier était dépassé, et il a contesté le «crime de guerre» retenu par l'accusation, selon des sources concordantes. En 2022, la Belgique avait restitué à la RDC une dent de Lumumba saisie chez la fille d'un policier belge ayant participé à la disparition du corps au Katanga. Lors de la cérémonie officielle organisée à Bruxelles pour cette



Le roi Philippe de Belgique et le comte Étienne Davignon photographés lors d'une réception royale donnée en l'honneur des personnes anoblies, le jeudi 13 décembre 2018, au Palais royal de Bruxelles.

restitution, le Premier ministre belge de l'époque, Alexander De Croo, avait renouvelé les «excuses» de l'exécutif fédéral pour sa «responsabilité morale» dans la disparition du leader congolais. Revenant sur les

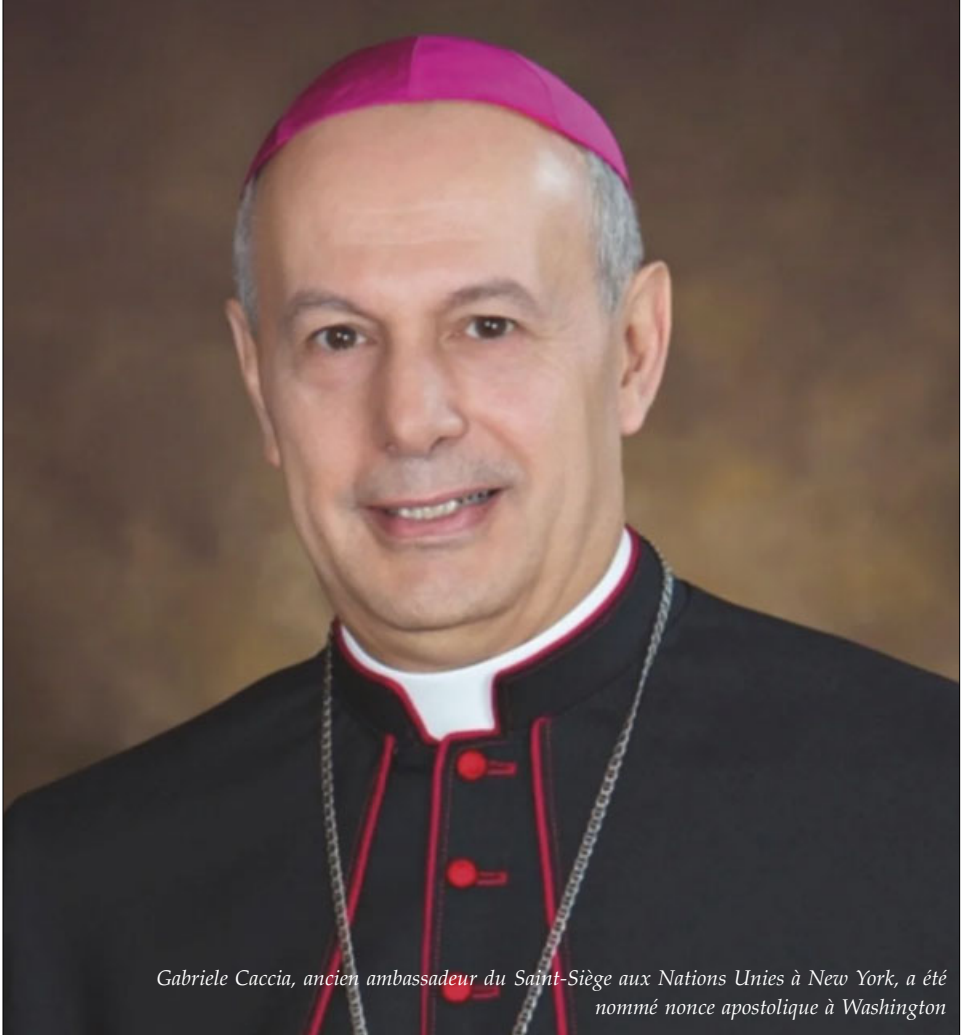
conditions de ce «terrible» assassinat, M. De Croo avait pointé du doigt des responsables belges voir», «de ne pas agir».

## Le pape nomme un nouvel ambassadeur aux États-Unis

Pierre Emalati

**L**éon XIV, premier pape américain, a nommé un nouvel ambassadeur auprès des États-Unis, dans un contexte de crise internationale majeure marquée par la guerre déclenchée par l'administration Trump contre l'Iran et par le durcissement de sa politique migratoire. Gabriele Caccia, archevêque âgé de 68 ans et ancien ambassadeur du Saint-Siège aux Nations Unies à New York, a été nommé nonce apostolique à Washington, a annoncé le Vatican dans un communiqué. Il remplace le cardinal Christophe Pierre, qui prend sa retraite à l'âge de 80 ans.

Léon XIV fait face à un paysage fracturé dans son pays natal, où le débat s'enflamme autour de la question migratoire et des violences policières, avec une polarisation idéologique jusque dans les rangs de l'Église. Depuis son élection en mai, Léon XIV, né à Chicago, a pris une position claire contre certaines décisions de l'administration du président Trump, tout en maintenant ouverts les canaux de communication. Le pape a notamment dénoncé le traitement « inhumain » réservé aux migrants, plaidé pour une solution politique paci-



*Gabriele Caccia, ancien ambassadeur du Saint-Siège aux Nations Unies à New York, a été nommé nonce apostolique à Washington*

fique au Venezuela et déploré début janvier une « diplomatie de la force ». Dimanche, il a également pressé les parties à mettre fin à la « spirale de la violence » dans la guerre au Moyen-Orient, déclenchée par des

frappes aériennes conjointes israéliennes et américaines contre l'Iran, les exhortant à « assumer la responsabilité morale de stopper cette spirale de la violence avant qu'elle n'entraîne une fracture irréparable ». •

## Selon l'ancien ambassadeur du Canada en Chine, la méfiance envers les investisseurs chinois doit cesser

Antoine Trépanier

**S**elon Affaires mondiales Canada, plus de 78 % des investissements directs étrangers chinois au Canada sont concentrés dans les secteurs de l'extraction minière, pétrolière et gazière et la gestion des sociétés et des entreprises. L'ancien ambassadeur du Canada en Chine et actuel président du conseil d'administration de Rio Tinto, Dominic Barton, affirme que le Canada devrait s'ouvrir davantage aux investisseurs chinois qui souhaitent brasser des affaires au pays. « Je veux dire : qu'est-ce qu'ils vont faire, ils vont mettre une puce dans notre nourriture ? », ironise à voix haute M. Barton. En entrevue avec La Presse mardi en marge d'une conférence nationale de l'industrie agricole à Ottawa, Dominic Barton n'a pris aucun détour pour exprimer son souhait de voir les relations



*L'ancien ambassadeur du Canada en Chine et actuel président du conseil d'administration de Rio Tinto, Dominic Barton*

canado-chinois s'assouplir davantage. Le Canada, dit-il, devrait effectivement adopter des garde-fous et faire preuve de rigidité dans certains secteurs comme l'industrie spatiale, l'intelligence artificielle et la propriété en Arctique où les Chinois ne pourraient investir. Néanmoins, un assouplissement et une plus grande ouverture sont de mise, selon lui, dans d'autres secteurs d'activité. En agriculture et en agroalimentaire, par exemple, il s'explique mal la réticence à laisser entrer des capitaux chi-

entrevue, le ministre fédéral de l'Agriculture, Heath MacDonald, a indiqué qu'il serait heureux de voir davantage d'investisseurs étrangers dans l'industrie agricole et agroalimentaire pour dynamiser le secteur. Nous sommes ravis de leur présence. Nous espérons en avoir davantage à l'avenir. Je pense que nous redonnons leurs lettres de noblesse à l'agriculture et à l'agroalimentaire », a-t-il dit. Dominic Barton a été ambassadeur du Canada en Chine de 2019 à 2021, lorsque les relations diplomatiques

### L'exemple australien

Il cite l'Australie, où Rio Tinto possède l'une de ses principales mines de minerai de fer, Western Range, qui est détenue à 49 % par le groupe Baowu, une société d'État chinoise.

« Que vont-ils faire ? Venir en Australie et s'en emparer ? Non, ils investissent. Cela réduit en réalité les risques, car leurs capitaux sont alors immobilisés dans le pays », explique M. Barton, qui souligne par ailleurs que 10 % de Rio Tinto appartiennent à des intérêts chinois.

En 2023, la Chine était le cinquième pays en matière d'investissements directs au Canada avec 37 milliards de dollars. L'année précédente, les Chinois avaient investi 37,4 milliards de dollars. Selon Affaires mondiales Canada, plus de 78 % des investissements directs étrangers chinois au Canada sont concentrés dans les secteurs de l'extraction minière, pétrolière et gazière et la gestion des sociétés et des entreprises.

Dans les dernières années, le Canada a néanmoins fait preuve de prudence, voire de scepticisme, à l'égard des investisseurs chinois. Or, le premier ministre Mark Carney et le président chinois Xi Jinping ont annoncé en janvier une nouvelle feuille de route entre les deux pays qui vise à « bâtir des relations économiques et commerciales saines, stables et durables dans le cadre du nouveau Partenariat stratégique entre le Canada et la Chine ».

« Le participant canadien se réjouit des investissements chinois au Canada dans des secteurs tels que l'énergie, l'agriculture, les produits de consommation et d'autres secteurs », peut-on lire dans la déclaration commune. Les deux pays se sont notamment entendus au sujet de l'industrie automobile, alors que le Canada permettra la vente d'un maximum de 49 000 véhicules chinois sur le sol canadien.

Cette annonce a d'ailleurs soulevé l'ire de l'occupant de la Maison-Blanche, le président Donald Trump. Si le Canada devait permettre davantage d'investissements chinois, Dominic Barton s'inquiète aussi de la réaction de l'administration américaine qui a déjà lancé maintes menaces depuis le rapprochement diplomatique entre le Canada et la Chine.

« Ça m'inquiète. Vraiment. J'y porte attention. Mais je pense qu'il faut toujours relativiser un peu en disant : "En fait, vous aussi, vous avez besoin de nous" », soutient M. Barton. •



*L'ancien ambassadeur du Canada en Chine, Dominic Barton*

nois au pays. Je pense que nous devons être plus ouverts d'esprit, et cela a été très difficile ces dernières années, car tout le monde est nerveux. 20 investisseurs privés ont annoncé leur intention d'injecter 5 milliards de dollars dans l'industrie agricole et agroalimentaire canadienne d'ici 2030, dont environ le quart provient de l'étranger. Aucun d'entre eux n'est chinois<sup>1</sup>. En

entre les deux pays étaient au plus bas. C'est durant son mandat que Michael Kovrig et Michael Spavor – les deux Michael – ont été condamnés puis libérés par les autorités chinoises. Aujourd'hui, il est président du conseil d'administration de Rio Tinto, et il affirme que les investisseurs chinois peuvent « ajouter de la valeur » aux exportations canadiennes.

# Les ambassadeurs britannique et chinois ont remercié le Premier ministre Pham Minh Chinh pour sa contribution.

Les ambassadeurs britannique et chinois ont remercié le Premier ministre Pham Minh Chinh pour sa contribution aux relations entre le Royaume-Uni et le Vietnam, ainsi qu'entre la Chine et le Vietnam, en sa qualité de chef du gouvernement.

### Il est prêt à aider le Vietnam à atteindre un développement durable.

Le Premier ministre a affirmé que le Vietnam attache une grande importance au renforcement de ses relations avec le Royaume-Uni, saluant les contributions positives de ce dernier à la région et la coopération entre les deux pays dans le cadre de l'ASEAN et des Nations Unies. Il s'est félicité de l'établissement, par les deux pays, d'un cadre de partenariat au plus haut niveau – un partenariat stratégique global – lors de la visite officielle du secrétaire général To Lam au Royaume-Uni. Il a également exprimé sa gratitude au gouvernement britannique pour son soutien au Vietnam en matière de vaccins pendant la pandémie de COVID-19, pour son aide apportée au Vietnam afin de surmonter les

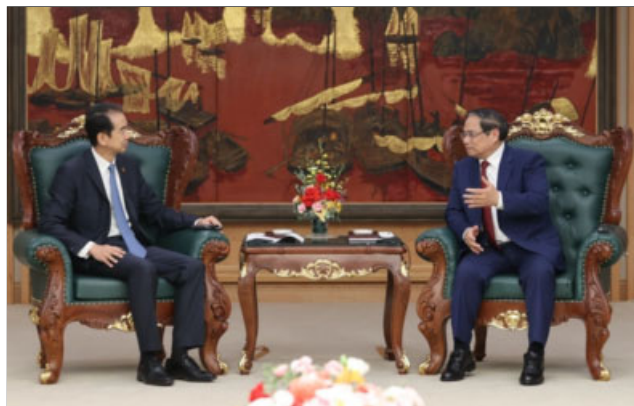
énergétique et lutte contre le changement climatique, culture, tourisme et échanges entre les populations. Le Premier ministre a demandé au Royaume-Uni de faciliter les procédures de visa pour les citoyens vietnamiens, en commençant par dispenser de visa les titulaires de passeports diplomatiques.

Exprimant sa sincère gratitude au Premier ministre Pham Minh Chinh pour avoir pris le temps de le recevoir, l'ambassadeur Iain Frew a vivement apprécié les réalisations socio-économiques et de politique étrangère du Vietnam malgré les défis posés par la situation mondiale et régionale. L'ambassadeur a affirmé que le Royaume-Uni est prêt à contribuer aux efforts du Vietnam pour atteindre les objectifs de développement durable dans la période à venir, notamment en matière de transformation verte, de transformation numérique et de transition énergétique.

M. Iain Frew a remercié personnellement le Premier ministre Pham Minh Chinh pour son soutien constant et pour ses orientations précises qui ont permis de promouvoir activement les relations entre le Vietnam et le Royaume-Uni ces derniers temps. Le Royaume-Uni continuera de coopérer avec le Vietnam et de le soutenir dans le développement d'un centre financier international. Par ailleurs, les deux pays ont convenu de renforcer leur coopération en matière de formation universitaire et de promouvoir l'enseignement de l'anglais comme langue seconde dans les écoles vietnamiennes.

### La Chine attache une grande importance à ses relations avec le Vietnam.

Dans une atmosphère amicale, sincère et ouverte, le Premier ministre Pham Minh Chinh et l'ambassadeur de Chine He Wei ont passé en revue les progrès positifs des relations Vietnam-Chine au cours de la période récente. Soulignant l'amitié traditionnelle et la politique constante du Parti, de l'État et du Gouvernement vietnamiens



Le Premier ministre Pham Minh Chinh reçoit l'ambassadeur de Chine au Vietnam, He Wei

conséquences des tempêtes et des inondations, et pour sa coopération dans la lutte contre le changement climatique, etc. Le Premier ministre a déclaré qu'il existe encore un fort potentiel de coopération entre les deux pays et a proposé que les deux parties renforcent leur coopération globale. Celle-ci concerne notamment les domaines suivants : commerce et investissement, finance, éducation et formation, science et technologie, défense et sécurité, transition



Le Premier ministre Pham Minh Chinh reçoit l'ambassadeur britannique au Vietnam, Iain Frew,

en faveur des relations amicales et de la coopération avec la Chine, le Premier ministre a exprimé le souhait que les deux pays continuent de renforcer leur solidarité, de consolider la confiance, de promouvoir une coopération globale et de soutenir mutuellement leur développement. Pour sa part, l'ambassadeur Ha Wei a transmis les chaleureuses salutations du secrétaire général et président Xi Jinping, du Premier ministre Li Qiang, du président de l'Assemblée nationale populaire Zhao Leji et du président de la Conférence consultative politique du peuple chinois Wang Huning au secrétaire général To Lam et aux autres principaux dirigeants vietnamiens.

Il a chaleureusement félicité le Vietnam pour ses importants progrès en matière de développement au cours des cinq dernières années, sous la direction du Parti communiste vietnamien et grâce à la gestion décisive et efficace du gouvernement et du Premier ministre. L'ambassadeur Ha Vi a exprimé sa gratitude et sa reconnaissance envers le Premier ministre Pham Minh Chinh pour son dévouement et ses contributions significatives aux relations bilatérales. Concernant la coopération future, le Premier ministre Pham Minh Chinh a suggéré que les deux parties s'efforcent de promouvoir le commerce bilatéral de manière équilibrée, saine et durable.

Les propositions incluaient l'optimisation de l'accès au marché pour les produits agricoles, aquatiques et d'élevage vietnamiens, la réalisation d'avancées majeures en matière de connectivité des infrastructures stratégiques et l'octroi d'une priorité élevée à la coopération ferroviaire pour relier les deux pays à l'Asie du Sud-Est, à l'Asie centrale et à l'Europe. La Chine est prête à œuvrer avec le Vietnam pour maintenir des échanges stratégiques réguliers de haut niveau, approfondir continuellement la coopération de fond dans divers domaines et contribuer à élever le partenariat stratégique global sino-vietnamien et la communauté de destin partagé à un nouveau niveau de développement stratégique.

# Afrique du Sud: le nouvel ambassadeur américain convoqué pour des "propos non-diplomatiques"

Pierre Emalati

L'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud, Brent Bozell, s'explique lors d'une conférence à Washington, le 14 avril 2016, alors qu'il dirigeait une organisation critique des médias. Le ministre sud-africain des Affaires étrangères Ronald Lamola a convoqué

déclaré le ministre lors d'une conférence de presse. La justice sud-africaine a jugé par le passé que le slogan historique "Kill the Boer" ne constituait pas un discours de haine et qu'il devait être considéré dans le contexte de la lutte de libération contre le régime ségrégationniste mis en place par la minorité blanche. "Je suis désolé mais je n'ai que faire de ce que vos tribunaux dis-

posté sur X: "Je tiens à préciser que, même si mon opinion personnelle — comme celle de nombreux Sud-Africains — est que le "Kill the Boer" constitue un discours de haine, le gouvernement des Etats-Unis respecte l'indépendance et les conclusions de l'appareil judiciaire sud-africain." Lors d'une rencontre entre le président sud-africain Cyril Ramaphosa et Donald Trump à la Maison Blanche en mai 2025, le président américain avait, pour soutenir ses accusations de persécution des Afrikaners, diffusé la vidéo de l'opposant radical sud-africain Julius Malema en train de reprendre le chant. Le président Ramaphosa avait rétorqué que Julius Malema était un adversaire politique.

L'ambassadeur américain a également critiqué un programme économique destiné à corriger les inégalités héritées de l'apartheid et visant à favoriser l'accès à l'emploi des Noirs, estimant que ces politiques avaient entraîné une "stagnation" de l'économie. Les programmes de discrimination positive à l'embauche ne sont "pas du racisme inversé, comme l'a malheureusement laissé entendre l'ambassadeur", a réagi mercredi le ministre Lamola. "C'est un instrument fondamental conçu pour remédier aux déséquilibres structurels propres à l'histoire singulière de l'Afrique du



Le ministre sud-africain des Affaires étrangères Ronald Lamola

mercredi le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud Brent Bozell, pour qu'il s'explique sur des propos jugés "non-diplomatiques", moins d'un mois après avoir pris ses fonctions à Pretoria. Brent Bozell est arrivé dans un contexte de relations bilatérales fortement dégradées, les Etats-Unis reprochant à l'Afrique du Sud sa plainte pour génocide déposée contre Israël pour sa guerre à Gaza devant la justice internationale et une prétendue persécution des Afrikaners, ces descendants des colons européens. Lors de sa première prise de parole publique depuis son arrivée en février, M. Bozell a critiqué mardi les "propos haineux" du chant "Kill the Boer, Kill the farmer" ("Tuez le Boer, Tuez le fermier"), issu de la lutte contre le régime d'apartheid. Il a aussi critiqué plusieurs programmes et législations mis en oeuvre par le gouvernement en Afrique du Sud. "Nous avons convoqué l'ambassadeur des Etats-Unis, l'ambassadeur Bozell, pour qu'il explique ses propos non-diplomatiques", a



L'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud, Brent Bozell

ent, c'est un discours de haine", a déclaré Bozell mardi lors d'une rencontre avec des chefs d'entreprise. Mercredi, il a semblé faire machine arrière dans un message

Sud. C'est un impératif constitutionnel que le gouvernement sud-africain ne pourra et ne voudra jamais abandonner", a-t-il souligné.

# En période d'instabilité mondiale, les investisseurs doivent faire preuve de prudence

Federico J. Díez,  
Yuanchen Yang et Trevor Tombe\*

Dès que des tensions politiques apparaissent dans le monde, les marchés financiers réagissent presque immédiatement. Les prix des actifs deviennent plus volatils, la couverture médiatique s'intensifie et les prévisions se font plus pessimistes. Les tensions au Moyen-Orient deviennent un facteur déterminant pour les marchés financiers mondiaux -

Les attaques menées par les États-Unis et Israël contre l'Iran depuis fin février, ainsi que les mesures de représailles prises par Téhéran, ont fait grimper les prix mondiaux du pétrole et du gaz et accru le risque de perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Cette escalade des tensions a alimenté l'aversion au risque sur les marchés financiers internationaux, et le Vietnam n'y fait pas exception.

Il convient toutefois de noter que, dans de nombreux cas, les événements géopolitiques ne sont pas nécessairement le principal facteur de pertes pour les investisseurs. Une partie des risques les plus importants réside en réalité dans la façon dont les gens réagissent à ces événements. En période de forte volatilité des marchés, trois phénomènes se manifestent souvent. Tout d'abord, il y a la vague de conseils en investissement. Avec ce déluge d'informations, les opinions sur les « actifs à acheter » ou les « tendances à suivre absolument » se multiplient également.

Cependant, la plupart de ces conseils ne reflètent qu'une vision à court terme du marché, et non un plan financier individuel. Par conséquent, il est dangereux pour les investisseurs de les appliquer à eux-mêmes, surtout lorsque leurs décisions d'investissement contredisent leurs objectifs financiers initiaux. En période d'instabilité, le marché a souvent tendance à adopter rapidement un discours commun : l'argent affluera vers une classe d'actifs perçue comme plus sûre. Mais l'histoire des marchés montre que lorsqu'une stratégie d'investissement devient trop populaire, le prix de cet actif reflète généralement déjà une grande partie de cette anticipation. Du point de vue des finances personnelles, cela peut entraîner un déséquilibre dans le portefeuille d'actifs des investisseurs, augmentant ainsi le niveau de risque réel et réduisant leur capacité à

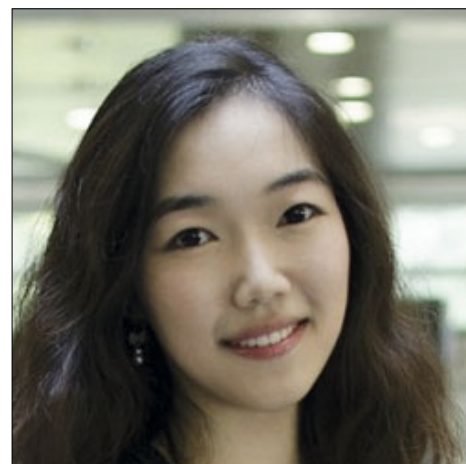


Trevor Tombe, professeur de sciences économiques et directeur de la politique économique et budgétaire de la faculté de politique publique de l'Université de Calgary.

saisir les opportunités offertes par d'autres classes d'actifs. Troisièmement, il y a l'attrait des opportunités à court terme. La volatilité crée toujours des opportunités, mais elle conduit aussi beaucoup à croire qu'il suffit de réagir rapidement à l'actualité pour obtenir de bons résultats. Or, investir en fonction des événements exige généralement une expérience et des compétences en gestion des risques bien supérieures à celles nécessaires pour constituer un portefeuille à long terme. Lorsque les investisseurs s'engagent dans des transactions à court terme, cela exige non seulement de l'expérience, mais soulève également des inquiétudes quant à l'augmentation des coûts de transaction et au risque élevé de prendre de mauvaises décisions au mauvais moment. De ce fait, de nombreux investisseurs s'engagent dans des transactions qu'ils ne comprennent pas pleinement.

## Cette nouvelle devrait-elle modifier notre plan financier ?

Un portefeuille d'investissement, s'il repose sur des objectifs clairs, un horizon temporel approprié et une diversification raisonnable des actifs adaptée à la situation financière de chacun, sera performant. Les fluctuations de marché à court terme font souvent partie intégrante du cycle. Les conflits politiques peuvent modifier temporairement le sentiment du marché. Mais à long terme, la valeur des actifs reste tributaire des facteurs fondamentaux de l'économie et des entreprises. Par conséquent, dans la plupart des cas, le plus



Yuanchen Yang est économiste au département Hémisphère occidentale du FMI.

difficile pour les investisseurs n'est pas de comprendre le marché, mais de conserver un état d'esprit calme et discipliné face à leurs propres luttes intérieures.

## Le Canada peut accélérer sa croissance en libéralisant son propre marché

L'économie du Canada est l'une des plus ouvertes au monde. Au fil des décennies, le pays a tissé des liens étroits et résilients avec les marchés mondiaux en s'appuyant sur l'ouverture, la prévisibilité et un système commercial basé sur les règles. Or, sur le plan intérieur, l'économie canadienne reste bien moins intégrée que ne le laisserait penser sa présence mondiale. Le mouvement des biens, des services et des travailleurs entre provinces et territoires se heurte à de redoutables obstacles. Cette fragmentation pèse sur la productivité, la compétitivité et la résilience globale.

Ce constat n'a rien de nouveau. Le marché intérieur canadien est depuis longtemps à l'image de la structure fédérale du pays, les provinces jouissant d'une autorité constitutionnelle sur nombre de politiques liées au commerce, dont les délivrances d'autorisations, la normalisation, les passations de marchés et la réglementation des services.

Au fil du temps, les écarts réglementaires et les frictions administratives se sont intensifiés, nuisant aux économies d'échelle, à la concurrence et à la mobilité, notamment dans les services, où tant les débouchés économiques que les coûts sont les plus élevés. Face aux tensions qui pèsent sur la croissance mondiale et aux contraintes de productivité qui s'accroissent, les arguments en faveur de l'intégra-

tion du marché intérieur canadien n'ont jamais été aussi puissants.

## Un marché intérieur fragmenté

De nouvelles données permettent de quantifier un problème connu de longue date. À partir de méthodes d'analyse commerciale couramment acceptées, nous estimons que les barrières de politique commerciale non géographiques au sein du Canada représentent en moyenne l'équivalent d'un droit de douane d'environ 9 % à l'échelle nationale. Ces coûts se concentrent particulièrement dans les services, qui représentent le gros du commerce interprovincial.

Dans certains secteurs, comme l'éducation et les soins de santé, les barrières dépassent l'équivalent d'un droit de douane de 40 %. Ce niveau serait prohibitif dans la plupart des accords commerciaux internationaux. Qui plus est, la charge n'est pas équitablement répartie. Pour les grandes provinces dotées d'une économie diversifiée et de réseaux denses, les coûts du commerce intérieur sont relativement faibles. En revanche, dans les provinces plus petites et les territoires du Nord, les coûts sont multipliés, notamment dans les services tels que la distribution, la santé et l'éducation ainsi que dans les services professionnels. Il s'ensuit une économie disparate où les débouchés sont tributaires de la géographie et de la réglementation, et où les atouts normalement liés aux économies d'échelle sont limités.

## Les fruits d'une vaste réforme

Ces frictions ont de profondes conséquences économiques. Qu'apporterait une plus grande intégration intérieure ? Il ressort de simulations modélisées que la suppression totale des barrières commerciales intérieures non géographiques pourrait relever le PIB réel du Canada de près de 7 % à long terme, soit approximativement 210 milliards de dollars canadiens en valeur courante. Ces gains ne tiennent pas aux effets de demande à court terme, mais à une plus grande productivité : affectation plus efficace du capital et du travail, concurrence accrue et échelles de fonctionnement mieux adaptées des entreprises très performantes. Autrement dit, les dividendes de cette réforme seraient durables.

Autre argument en faveur d'une réforme : une meilleure répartition des bienfaits. Les provinces les plus petites et les plus excentrées en tireraient le meilleur parti en pourcentage, car leurs entreprises et leurs travailleurs auraient désormais accès à un plus vaste marché. Le Canada atlantique et les territoires du Nord enregistraient d'importants gains de productivité. Les



provinces plus grandes en bénéficieraient aussi considérablement en valeur absolue du fait de leur rôle primordial dans les chaînes d'approvisionnement nationales. **L'intégration intérieure n'est pas une redistribution à somme nulle, c'est un moteur de productivité pour l'ensemble du pays.**

Les services jouent un rôle essentiel. Près des quatre cinquièmes de la totalité des gains de PIB proviendraient de leur libéralisation. Cela s'explique par leur importance grandissante dans l'économie et par leur contribution à presque tous les autres secteurs d'activité. Par exemple, les barrières à la finance, aux télécommunications, aux transports et aux services professionnels, filières dont beaucoup d'entreprises dépendent, se répercutent sur le reste de l'économie en augmentant les coûts de manière généralisée.

## L'importance d'établir des priorités

Une libéralisation intégrale s'étalera dans la durée. Il faudra donc définir des priorités. Les réformes les plus fructueuses ne concernent pas nécessairement les secteurs dont les barrières mesurées sont les plus élevées, mais plutôt ceux dont l'influence économique est la plus grande, ceux qui interviennent fortement dans les échanges entre provinces et sont profondément insérés dans les réseaux de production.

La finance, les transports et les télécommunications sont porteurs d'efficacité, d'innovation et de concurrence pour l'ensemble de l'économie. Les progrès dans ces secteurs multiplieraient les gains dans le reste de l'économie, en rendant plus faciles la création et l'expansion d'entreprises, en améliorant la mobilité de la main-d'œuvre et en accompagnant l'investissement dans les activités à forte productivité. Ils renforceraient par ailleurs la capacité du Canada à absorber les chocs exogènes. Il ressort de

notre analyse que même une modeste réduction des coûts du commerce intérieur pourrait contribuer à compenser les fortes retombées d'un revirement de la conjoncture commerciale extérieure, ce qui montre combien l'intégration nationale élargit la marge de résilience.

## Le fédéralisme au service d'un marché unique

Les difficultés résident dans l'exécution et la coordination. Le cadre fédéral étant largement implanté, pour progresser davantage il faudra que le fédéralisme coopératif fonctionne de manière plus efficace. La reconnaissance mutuelle doit être un principe de base (les exceptions devant être circonscrites et transparentes), à commencer par les autorisations professionnelles et les homologations de titres.

La différenciation et l'information publique sur les barrières intérieures peuvent renforcer la responsabilisation et entretenir la dynamique de réforme. L'impulsion au niveau fédéral peut continuer à jouer un rôle catalyseur au moyen d'incitations, de financements conditionnels et de la mobilisation des différents acteurs, tout en respectant les compétences provinciales. Le Canada a déjà entrepris de complexes réformes dans les relations entre l'État fédéral et les provinces par le passé. L'intégration du marché intérieur peut suivre cette tradition fondée sur le pragmatisme, la progressivité et l'intérêt national partagé.

## Une occasion d'agir

L'avenir économique du Canada dépendra autant de la mobilisation efficace de son marché intérieur que de son action sur le plan international. Les faits sont clairs : les barrières intérieures restent élevées, elles sont économiquement coûteuses et vont de plus en plus à l'encontre d'une économie moderne, dynamique et axée sur les services. La suppression de ces barrières offre l'un des leviers les plus puissants (et les moins coûteux sur le plan budgétaire) pour accroître la productivité, renforcer la résilience et accompagner une croissance inclusive. L'occasion doit être saisie dès à présent. Il y a fort à gagner. Transformer 13 économies en une seule n'est plus une simple aspiration, c'est un impératif économique.

(\*) Federico J. Díez est économiste principal au département Hémisphère occidentale du FMI.

(\*) Yuanchen Yang est économiste au département Hémisphère occidental du FMI.

(\*) Trevor Tombe, professeur de sciences économiques et directeur de la politique économique et budgétaire de la faculté de politique publique de l'Université de Calgary.

# Le FMI avertit que l'économie mondiale est confrontée à un nouveau choc en raison du conflit au Moyen-Orient

Le FMI avertit que l'économie mondiale est confrontée à un nouveau choc en raison du conflit au Moyen-Orient. Le 5 mars, Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a averti que la résilience de l'économie mondiale était une fois de plus mise à l'épreuve par l'éclatement d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient.



*Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI)*

Jacques Milan  
**S'**exprimant lors de la conférence « Asie 2050 » à Bangkok, en Thaïlande, Georgieva a souligné qu'un conflit prolongé aurait des répercussions clairement négatives sur les prix de l'énergie, le

climat des marchés, la croissance économique et l'inflation, tout en exerçant de nouvelles pressions sur les décideurs politiques du monde entier. Selon Georgieva, le monde entre dans une ère de chocs de plus en plus fréquents et imprévisibles. La directrice générale du FMI

a déclaré que l'instabilité est désormais devenue la « nouvelle norme », la confrontation militaire entre l'Iran et l'alliance américano-israélienne ayant fortement perturbé le trafic maritime et pétrolier dans le détroit d'Ormuz. Georgieva s'est dite préoccupée par la sécurité énergétique de la plupart des pays asiatiques, les marchés financiers connaissant ces derniers jours une volatilité extrême.

Le FMI suit de près la situation au Moyen-Orient et devrait fournir des évaluations actualisées dans son rapport Perspectives de l'économie mondiale (PEM), dont la publication est prévue en avril 2026. Auparavant, dans son rapport de janvier, le FMI avait légèrement relevé ses prévisions de croissance mondiale à 3,3 % pour 2026 et à 3,2 % pour 2027.

Face aux défis géopolitiques et commerciaux actuels, la directrice générale du FMI a salué les efforts déployés par les pays asiatiques pour reconstruire leurs systèmes financiers et renforcer la confiance des investisseurs depuis la crise financière de 1997-1998. Elle a toutefois souligné que la région devait se préparer à un monde en proie à des chocs récurrents. Mme Georgieva a exhorté les économies asiatiques à renforcer leur intégration intrarégionale afin de se prémunir contre les incertitudes commerciales, notamment par la réduction des barrières non tarifaires.

La directrice générale du FMI a souligné qu'au lieu de se plaindre de ce qui échappe à leur contrôle, les pays devraient se concentrer sur les mesures qu'ils peuvent prendre pour renforcer leurs économies dans ce nouveau contexte. Elle a également affirmé qu'un règlement rapide du conflit au Moyen-Orient serait bénéfique pour le monde entier. •

Source : <https://oto.vn/imf-canh-bao-kinh-te-toan-cau-doi-mat-cu-soc-moi-tu-xung-dot-trung-dong-100260305134606548.htm>

# L'économie mondiale fait preuve de résilience dans un contexte commercial et politiquement incertain

Éric Magnala

**S**elon les dernières Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, l'économie mondiale résiste mieux qu'anticipé, malgré la persistance des tensions commerciales et les incertitudes politiques. La croissance devrait légèrement fléchir à 2,6 % en 2026, avant de remonter à 2,7 % en 2027, marquant une stabilisation sur les deux prochaines années. Il s'agit donc d'une révision à la hausse par rapport aux projections publiées au mois de juin. Cela s'explique en grande partie par une croissance plus forte qu'anticipé aux États-Unis, ce pays contribuant environ aux deux tiers de la révision à la hausse pour 2026. Néanmoins, si ces prévisions se confirment, les années 2020 sont en passe d'être la décennie qui aura connu la croissance mondiale la plus faible depuis les années 1960.

Ce manque de dynamisme a pour conséquence de creuser les écarts entre niveaux de vie dans le monde, souligne le rapport. À la fin de l'année 2025, les revenus par habitant dépassaient leurs niveaux de 2019 dans la quasi-totalité des économies avancées, mais demeuraient en deçà dans une économie en développement sur quatre. En 2025, la croissance a été portée à la fois par une intensification des échanges, en prévision de futurs changements dans les politiques commerciales, et par une réorganisation rapide des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cet élan devrait toutefois s'atténuer en 2026, avec le ralentissement progressif du commerce et de la demande intérieure.

Le ralentissement qui en résultera devrait cependant être atténué par l'assouplissement des conditions financières mondiales et par l'expansion budgétaire de plusieurs grandes économies. L'inflation mondiale devrait légèrement diminuer pour atteindre un taux de 2,6 % en 2026, dans un contexte de baisse des tensions sur les marchés du travail et des prix de l'énergie. La croissance devrait reprendre de la vigueur en 2027, tirée par l'ajustement des



*Inderjit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement.*

flux commerciaux et un climat politique moins incertain. « Année après année, la capacité de l'économie mondiale à générer de la croissance s'érode, alors que sa résilience face à l'incertitude des politiques publiques semble se renforcer, analyse Inderjit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement. Mais, avec le temps, cette divergence entre dynamisme et résilience économiques ne pourra que fracturer les finances publiques et les marchés du crédit. Au cours des prochaines années, la croissance de l'économie mondiale devrait être plus faible que celle observée pendant les an-

nées 1990 — une décennie déjà marquée par des difficultés —, tandis que les niveaux d'endettement public et privé atteignent des records historiques. Afin de conjurer la stagnation et le chômage, les gouvernements des économies émergentes et avancées doivent s'employer vigoureusement à libéraliser l'investissement privé et le commerce, maîtriser la consommation publique et investir dans les nouvelles technologies et l'éducation. »

En 2026, la croissance dans les économies en développement devrait ralentir à 4%, contre un taux de 4,2% l'année dernière, avant de remonter légèrement à 4,1 % en 2027, à la faveur de l'apaisement

des tensions commerciales, de la stabilisation des prix des produits de base, de l'amélioration des conditions financières et du renforcement des flux d'investissement. Les projections sont plus favorables pour les pays à faible revenu, où la croissance devrait atteindre 5,6 % en moyenne sur la période 2026-2027, portée par le raffermissement de la demande intérieure, la reprise des exportations et la modération de l'inflation. Toutefois, cela ne suffira pas à réduire l'écart de revenu entre les économies en développement et les économies avancées.

Le revenu par habitant dans les économies en développement ne devrait progresser que de 3 % en 2026, soit un point de pourcentage de moins que la moyenne enregistrée entre 2000 et 2019. À ce rythme, il représentera l'équivalent de 12 % seulement de celui des économies avancées. Ces tendances pourraient accentuer encore le défi de la création d'emplois auquel sont confrontées les économies en développement, où 1,2 milliard de jeunes atteindront l'âge de travailler au cours de la prochaine décennie. Afin de relever ce défi, il faudra déployer un ensemble complet de mesures articulées autour de trois grands axes. D'abord, renforcer le capital physique, numérique et humain pour accroître la productivité et l'employabilité. Ensuite, améliorer l'environnement des affaires en renforçant la crédibilité de l'action publique et la certitude réglementaire, afin que les entreprises puissent se développer. Enfin, mobiliser des capitaux privés à grande échelle pour soutenir l'investissement. Toutes ces actions conjuguées peuvent contribuer à réorienter la création d'emplois vers des activités plus productives et formelles, soutenant ainsi la croissance des revenus et la réduction de la pauvreté.

Les économies en développement doivent en outre renforcer la viabilité de leurs finances publiques, mise à mal ces dernières années par une conjonction de chocs, par des besoins de développement croissants et par le renchérissement du service de la dette. Dans un chapitre spécial, le rapport présente une analyse détaillée de l'utilisation des règles budgétaires par les économies en développement. Ces dispositions consistent à fixer des limites chiffrées sur les emprunts et les dépenses publiques afin de mieux gérer les deniers de l'État. Elles sont généralement corrélées à une croissance plus forte, à des investissements privés plus élevés, à des secteurs financiers



*Ayhan Kose, économiste en chef adjoint du Groupe de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives*

plus stables, et à une plus grande capacité à faire face aux chocs extérieurs. « Avec une dette publique à son plus haut niveau en plus de 50 ans, les économies émergentes et en développement doivent restaurer de toute urgence leur crédibilité budgétaire, explique Ayhan Kose, économiste en chef adjoint du Groupe de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives. Des règles budgétaires bien conçues peuvent aider les gouvernements à stabiliser la dette, à reconstituer des marges de manœuvre et à répondre plus efficacement aux chocs. Mais il ne suffit pas de les adopter pour qu'elles se traduisent en plus de stabilité et de croissance. Tout l'enjeu est d'assurer aussi leur crédibilité, leur application et l'engagement politique qui va avec. » Qu'il s'agisse de l'imposition

de limites sur le déficit, la dette, les dépenses ou les recettes, plus de la moitié des économies en développement ont désormais instauré au moins une règle budgétaire. Elles voient généralement leur solde budgétaire s'améliorer de 1,4 point de pourcentage du PIB au bout de cinq ans (après neutralisation des effets des paiements d'intérêts et des fluctuations liées au cycle économique). Le recours à des règles budgétaires accroît également de 9 points de pourcentage la probabilité d'une amélioration, sur plusieurs années, des soldes budgétaires. Le rapport souligne toutefois que leurs bienfaits à moyen et long terme dépendent fortement de la solidité des institutions, du contexte économique dans lequel elles s'inscrivent et de la manière dont elles sont conçues. •

# GROUPE INDUSTRIEL HUNAN ZHONGNAN SHENJIAN

Fait partie des 500 plus grandes entreprises de Chine

**Établir un modèle de référence à l'échelle mondiale et ouvrir une nouvelle ère de développement industriel en Afrique**

Willy Nsabimana



*Deng Yujian, Président du Conseil d'Administration du Groupe Industriel Zhongnan Shenjian*

**D**ans un contexte marqué par la transformation rapide des industries et l'intensification des échanges économiques internationaux, les entreprises manufacturières chinoises jouent un rôle de plus en plus important dans le développement des grands projets d'investissement et du commerce mondial. Parmi elles, Le Groupe Industriel Hunan Zhongnan Shenjian Co., Ltd. s'impose comme Chef de file Mondial et un groupe industriel dynamique, son leadership est reconnu pour son expertise technique, la diversité de ses activités et sa capacité à construire des partenariats durables à l'échelle internationale. Implanté

dans la province du Hunan, le groupe s'appuie sur plus de deux décennies d'expérience dans le domaine des matériaux de construction, des solutions industrielles et du commerce international. Grâce à une stratégie fondée sur l'innovation, la qualité et la coopération, l'entreprise a progressivement développé un écosystème industriel intégrant production manufacturière, commerce international et gestion moderne de la chaîne d'approvisionnement. Aujourd'hui, le groupe fait partie de 500 plus grandes entreprises Chinoises et étend son réseau d'activités bien au-delà du marché Chinois. Des initiatives industrielles et commer-

ciales ont été développées en Asie du Sud-Est, notamment au Vietnam au Cambodge, en Thaïlande et en Malaisie, tandis que plusieurs projets et partenariats contribuent au développement des infrastructures dans différents pays africains, tels que la Tanzanie, la République démocratique du Congo et la Guinée.

À travers ces initiatives, le Groupe Industriel Hunan Zhongnan Shenjian incarne l'émergence d'une nouvelle génération d'entreprises industrielles Chinoises, des entreprises tournées vers l'innovation, la coopération internationale et la construction d'un avenir partagé.

### Établir un modèle de référence à l'échelle mondiale et ouvrir une nouvelle ère de développement industriel en Afrique

Parti d'une zone rurale du centre de la province du Hunan en Chine, le Groupe Zhongnan Shenjian, fort de 23 années de développement soutenu, s'est progressivement imposé comme un acteur majeur du secteur.

Sous la conduite de son fondateur, M. Deng Yujian, le Groupe est aujourd'hui devenu un leader industriel dont les produits sont exportés dans plus de 60 pays et régions à travers le monde, couvrant l'ensemble des catégories de coffrages de construction.

S'appuyant sur son cœur de métier, le Groupe a engagé une dynamique d'expansion stratégique vers le continent Africain, en structurant ses activités autour de plusieurs secteurs clés, notamment :

- l'exploitation minière,
- les énergies renouvelables, en particulier le solaire photovoltaïque,
- développement de parcs industriels,
- ainsi que la mise en place de plateformes logistiques et d'entrepôts à l'international.

À travers cette approche intégrée, le Groupe Zhongnan Shenjian développe un modèle global articulé autour



M. Jean Tele Udimba de la fondation Lumumbaville accueilli par l'équipe de la direction du Groupe Hunan à l'usine Rongyi Construction de Zhongnan Shenjian à Shuangfeng

de « Mines – Énergie – Infrastructures – Industrie – Chaîne d'approvisionnement », constituant ainsi un écosystème industriel complet à l'échelle internationale.

Le Groupe s'affirme, à ce titre, comme une référence des entreprises privées Chinoises engagées dans le développe-

ment industriel et l'ouverture à l'international, contribuant activement à la promotion d'un partenariat économique structurant avec les pays partenaires, notamment en Afrique.

En tant que seul détenteur du label « Marque renommée de Chine » dans le secteur des coffrages et échafaudages de construction, le Groupe Zhongnan Shenjian a consolidé une position de premier plan sur le marché national.

**Sur le territoire Chinois, le Groupe dispose de :**

- 10 filiales,
- 6 bases de production,
- 3 centres de recherche et développement, avec une capacité annuelle de production atteignant 5 millions de mètres carrés.

Il assure une production autonome couvrant l'ensemble des matériaux, notamment :

- bois,
- bambou,
- aluminium,
- acier allié à haute résistance.

L'entreprise a obtenu de nombreuses distinctions de niveau national, notamment le titre de « Entreprise nationale clé de référence dans le secteur forestier » ainsi que celui de « Top 10 des entreprises Chinoises de



Usine de Shuangfeng de coffrages en acier allié à haute résistance de Rongyijian, relevant du Groupe Zhongnan Shenjian (province du Hunan)

coffrages de construction », témoignant de son excellence et de sa reconnaissance institutionnelle. Elle a établi des partenariats stratégiques avec plus de 700 marques internationales, et s'impose comme un fournisseur clé auprès de grandes entreprises publiques Chinoises telles que China State Construction (CSCEC) et China Communications Construction (CCCC), ainsi qu'auprès de sociétés internationales telles que TCS à Singapour et ANDIKA à Dubaï. Les produits du Groupe ont été largement utilisés dans des projets emblématiques à l'échelle mondiale, notamment :

- la Tour Burj Khalifa à Dubaï,
- le Pont Hong Kong–Zhuhai–Macao, ainsi que dans de nombreux autres ouvrages de référence, tant en Chine qu'à l'international.

À ce jour, les solutions du Groupe ont été déployées dans plus de 110 000 projets à travers le monde, gagnant la confiance durable de plus de 8 000 clients, ce qui confirme la solidité de sa réputation et la fiabilité de ses produits. Le Groupe Zhongnan Shenjian s'inscrit dans une dynamique continue d'innovation et d'investissement en recherche et développement, en développant des partenariats étroits avec des institutions de premier plan, notamment l'Université forestière du Centre-Sud de Chine, dans le cadre d'une coopération intégrée industrie-université-recherche.

À ce jour, le Groupe a :

- mis en place un centre provincial de recherche sur les matériaux en bambou ;
- obtenu plus d'une centaine de brevets nationaux ;
- dirigé ou participé à l'élaboration de six normes industrielles. Parmi ses produits phares figure le coffrage en acier allié à haute résistance, qui se distingue par des performances techniques de haut niveau :
- matière première issue d'acier automobile anti-collision ;
- épaisseur réduite à 1,5 mm, permettant une diminution du poids de 70 % ;
- résistance aux chocs atteignant 700 MPa ;
- durée d'utilisation supérieure à 200 cycles ;
- coût équivalent à la moitié de celui des coffrages en aluminium. Ce pro-



Projet de référence du Groupe Zhongnan Shenjian – Pont Hong Kong–Zhuhai–Macao

duit a connu un fort succès commercial, avec des ventes dépassant 100 000 m<sup>2</sup> au premier semestre 2025.

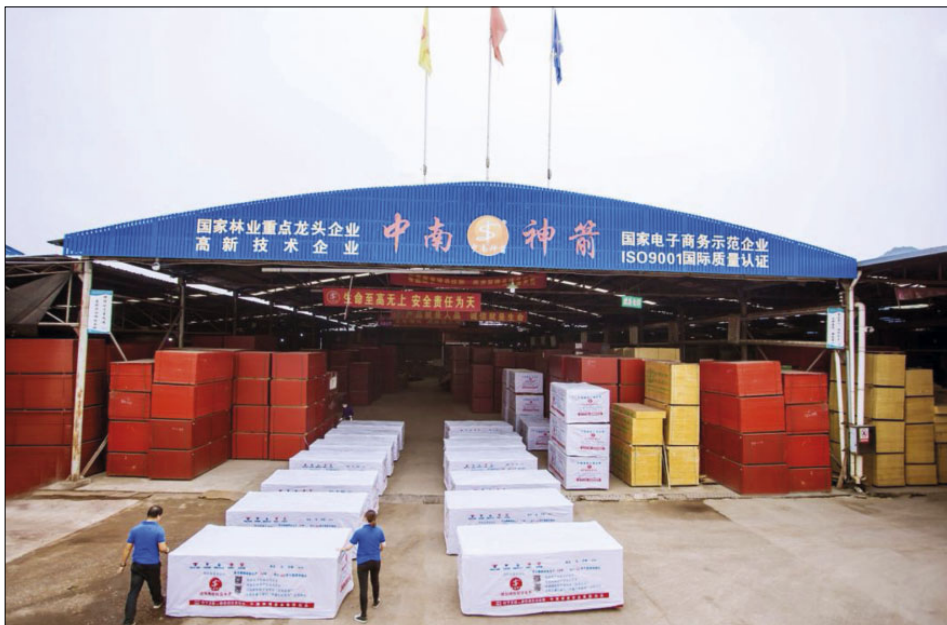
Par ailleurs, les panneaux en bambou laminé développés par le Groupe présentent également des performances remarquables :

- résistance à la compression supérieure à 50 MPa ;
- excellente résistance à la corrosion, comparable à certains aciers spécialisés ;
- durée d'utilisation atteignant 30 cycles ;
- application réussie dans des projets majeurs tels que le Pont Hong Kong–Zhuhai–Macao, avec des résultats ca-

ractérisés par l'absence de fissuration et de déformation. L'ensemble des produits du Groupe s'inscrit pleinement dans les orientations actuelles de légèreté et de développement durable, et s'accompagne d'une offre de services couvrant l'ensemble du cycle de vie :

- conception,
- production,
- location et gestion des équipements.

À ce titre, le Groupe Zhongnan Shenjian s'impose comme une référence technologique majeure dans le secteur des coffrages de construction. Le Groupe Zhongnan Shenjian s'inscrit dans une dynamique continue d'innovation et d'investissement en re-



Vue de l'usine de production de coffrages du Groupe Zhongnan Shenjian, symbole de son expertise industrielle dans la province du Hunan



Société du Groupe Zhongnan Shenjian en Malaisie

cherche et développement, en développant des partenariats étroits avec des institutions de premier plan, notamment l'Université forestière du Centre-Sud de Chine, dans le cadre d'une coopération intégrée industrie-université-recherche.

S'appuyant sur l'expérience accumulée dans le cadre de son déploiement mondial dans le secteur des coffrages, le Groupe Zhongnan Shenjian a fait du continent africain une zone stratégique prioritaire de son développement international.

Dans cette dynamique, le Groupe a engagé une structuration globale autour de six axes majeurs, lui permettant d'opérer une transition progressive d'un modèle fondé sur la fourniture de produits vers un modèle intégré de développement de l'ensemble de la chaîne industrielle :

#### Développement minier

Le Groupe met en œuvre un modèle innovant fondé sur le principe de « ressources minières contre les projets de développement multisectoriels prioritaires du gouvernement », en établissant des synergies avec les entreprises minières nationales chinoises.

Cette approche vise à :

- certifier les réserves prouvées des ressources minières;
- renforcer les capacités d'exploitation des ressources stratégiques ;

- contribuer à la sécurisation des approvisionnements en matières premières ;
- investir massivement dans les projets de développement du pays ainsi que dans le secteur minier en RDC;
- promouvoir la complémentarité économique entre la Chine et l'Afrique. Énergies renouvelables – solaire photovoltaïque. Tirant parti du fort potentiel solaire du continent africain, le Groupe développe :

- des projets de centrales photovoltaïques ;
- des solutions d'équipements et de fourniture énergétique.

Ces initiatives visent à :

- proposer des solutions d'énergie propre ;
- accompagner la transition énergétique ;
- améliorer l'accès à l'électricité dans les zones concernées.

#### Construction de parcs industriels

En s'appuyant sur ses capacités en matière d'infrastructures, le Groupe développe des parcs industriels intégrés à vocation industrielle et commerciale, ayant pour objectifs :

- faciliter l'implantation des entreprises Chinoises à l'étranger ;
- créer des pôles industriels structurés ;
- soutenir le processus d'industrialisation locale en Afrique.

#### Déploiement de plateformes logistiques (entrepôts à l'étranger)

Le Groupe a engagé la mise en place d'un réseau d'entrepôts intelligents en Afrique, permettant :

- le stockage local de matériaux et d'équipements de construction ;
- une distribution rapide et efficace ;
- la résolution des difficultés liées à l'approvisionnement et à la continuité logistique ;
- l'optimisation de la chaîne d'appro-



Le groupe ZNSJ dispose d'une équipe professionnelle, compétante et d'une solide expertise

## Chef de file

visionnement jusqu'au « dernier kilomètre ».

### Projets structurants en cours

Le Groupe participe activement à plusieurs projets majeurs sur le continent Africain, notamment :

- le projet de développement du gisement de bauxite de Télimélé en Guinée (1,69 milliard de tonnes) ;
- le projet de construction de la nouvelle Ville de Lumumbaville (RDC) ;
- le projet de zone industrielle sino-Congolaise.

Par ailleurs, le Groupe a réalisé la construction d'un entrepôt intégré de matériaux de construction de 8 000 m<sup>2</sup> à Kinshasa, renforçant ainsi sa capacité logistique locale.

### Structuration d'un écosystème intégré

À travers ces initiatives, Zhongnan Shenjian a progressivement mis en place un modèle intégré reposant sur : « Mines – Énergie – Infrastructures – Industrie – Chaîne d'approvisionnement »

Ce modèle constitue un système en boucle fermée, favorisant :

- l'efficacité économique ;
- la complémentarité des activités ;
- la durabilité des investissements.

### Positionnement stratégique

Au regard de ces avancées, le Groupe Zhongnan Shenjian s'affirme comme un acteur structurant de la coopération Sino-Africaine, jouant un rôle de pont stratégique entre les économies Chinoise et Africaine, et contribuant activement au développement industriel du continent.



Le président Udimba de la fondation Lumumbaville en visite d'inspection à l'usine Rongyi Construction de Zhongnan Shenjian à Shuangfeng



Espace de présentation des produits en coffrages en acier à haute résistance



Projet emblématique du Groupe Zhongnan Shenjian – Pont Hong Kong-Zhuhai-Macao

# DENG YUJIAN

## Un visionnaire



**M.** Deng Yujian, Président du Conseil d'Administration du Groupe Zhongnan Shenjian. En 2003 à l'Âge de 24 ans que M. Deng Yujian a fondé son entreprise, avec des ressources limitées, l'usine Zhongnan de panneaux, en s'appuyant sur les ressources abondantes en bambou de sa région d'origine, notamment le bambou nan, pour s'engager dans le domaine des panneaux en bambou laminé.

Au terme de 23 années de développement continu, il a conduit l'entreprise d'une petite unité de production à une entreprise intégrée de dimension mondiale, occupant aujourd'hui une position de leader dans son secteur.

Reconnu pour son parcours et ses contributions, M. Deng Yujian a été distingué en tant que Personnalité de l'année 2025 dans l'Industrie Chinoise des coffrages de construction.

Il occupe également plusieurs fonctions de haut niveau, notamment :

- Vice-président de l'Union des entrepreneurs de l'ASEAN,
  - Président de l'Association Chinoise des coffrages et échafaudages,
- Par ailleurs, il assume des responsabilités institutionnelles importantes au niveau local :
- Député à l'Assemblée populaire municipale de Loudi,
  - Membre permanent du Comité de la Conférence consultative politique du peuple Chinois du district de Shuangfeng.

À travers ses engagements, M. Deng Yujian s'illustre comme un acteur majeur du secteur, contribuant activement au développement et à la structuration de l'industrie. M. Deng Yujian a toujours veillé à inscrire le développement de l'entreprise dans une dynamique de partage des bénéfices avec la société, en intégrant étroitement croissance économique et responsabilité sociale.

À l'échelle locale, il a initié la mobilisation de 30 000 mu de plantations de bambou dans sa région d'origine, en mettant en place une coopérative spécialisée et en créant des unités de transformation de nattes de bambou.

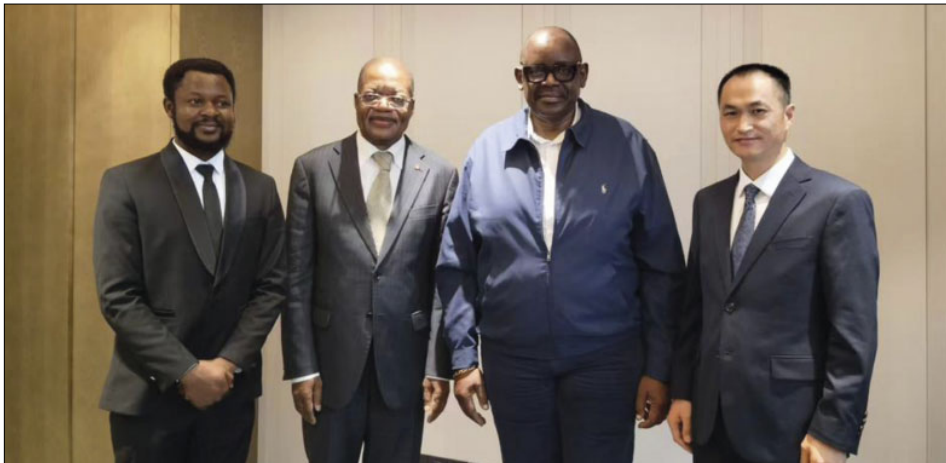
## Leadership

Cette initiative a permis de :

- développer l'économie forestière locale,
  - créer directement plus de 5 000 emplois au bénéfice des populations rurales,
  - augmenter le revenu annuel moyen des habitants d'environ 25 000 RMB,
  - et contribuer à l'amélioration des conditions de vie de plus de 20 000 personnes.
- À l'échelle internationale, M. Deng Yujian s'est engagé activement dans la promotion de la coopération économique et industrielle, en pilotant l'organisation d'activités d'échanges industriels internationaux, notamment en direction du continent africain. Dans ce cadre, il a notamment :

- soutenu la tenue de la cérémonie commémorative dédiée à la naissance du héros na-

### Un engagement approfondi en Afrique pour la mise en place d'un écosystème industriel international diversifié



Rencontre avec le Ministre congolais des Mines, Louise Watum Kabamba (C), entouré de M. Deng Yujian (D) de M. Jean Tele Udimba (G) et M. Willy Nsabimana



M. Jean Tele Udimba, Président de la Fondation Lumumbaville, M. Deng Yujian, Président du Conseil d'administration du Groupe Industriel Humain et M. Hou Xingwang, Président de la société immobilière Gong Yingfu (C) entourés de leurs membres et cadres



Personnel des unités industrielles du Groupe Zhongnan Shenjian lors d'une prise de vue collective

tional congolais Patrice Emery Lumumba en République Démocratique du Congo ;

- contribué à faciliter la mobilisation d'experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Afrique, en vue de promouvoir le développement de la culture du riz hybride.

À travers ces actions, M. Deng Yujian incarne une vision fondée sur une responsabilité globale, traduisant l'engagement des entreprises Chinoises en faveur d'un développement partagé et durable à l'échelle internationale.

Forte de 23 années d'engagement constant et de détermination, le Groupe Zhongnan Shenjian s'est construit sur une base solide, en faisant du coffrage de construction son cœur de métier, de l'innovation son moteur, et de son déploiement international son levier stratégique.

Partie d'une initiative locale en milieu rural en Chine, l'entreprise s'est progressivement hissée sur la scène internationale, évoluant d'un modèle centré sur un produit unique vers un groupe industriel diversifié à vocation globale.

À l'avenir, sous la conduite de M. Deng Yujian, le Groupe poursuivra ses orientations stratégiques visant à :

- consolider ses activités fondamentales,
- approfondir son implantation industrielle en Afrique,
- renforcer l'intégration de ses chaînes de valeur.

S'appuyant sur ses capacités industrielles et technologiques, Zhongnan Shenjian entend contribuer activement au développement des infrastructures et des secteurs industriels à l'échelle mondiale, en apportant des solutions concrètes et durables. À ce titre, le Groupe ambitionne de continuer à écrire une nouvelle page du dé-



*Cérémonie de signature de partenariat entre le Président de la Fondation Lumumbaville de la République Démocratique du Congo et le Président du Groupe Zhongnan Shenjian*

veloppement international des entreprises privées Chinoises, en s'affirmant comme un acteur engagé au service d'une coopération économique mutuellement bénéfique et durable.



*M. HU QINGLI, Directeur Général, Département Afrique, Hunan Shenjian Industry and Trade Co., Ltd.*

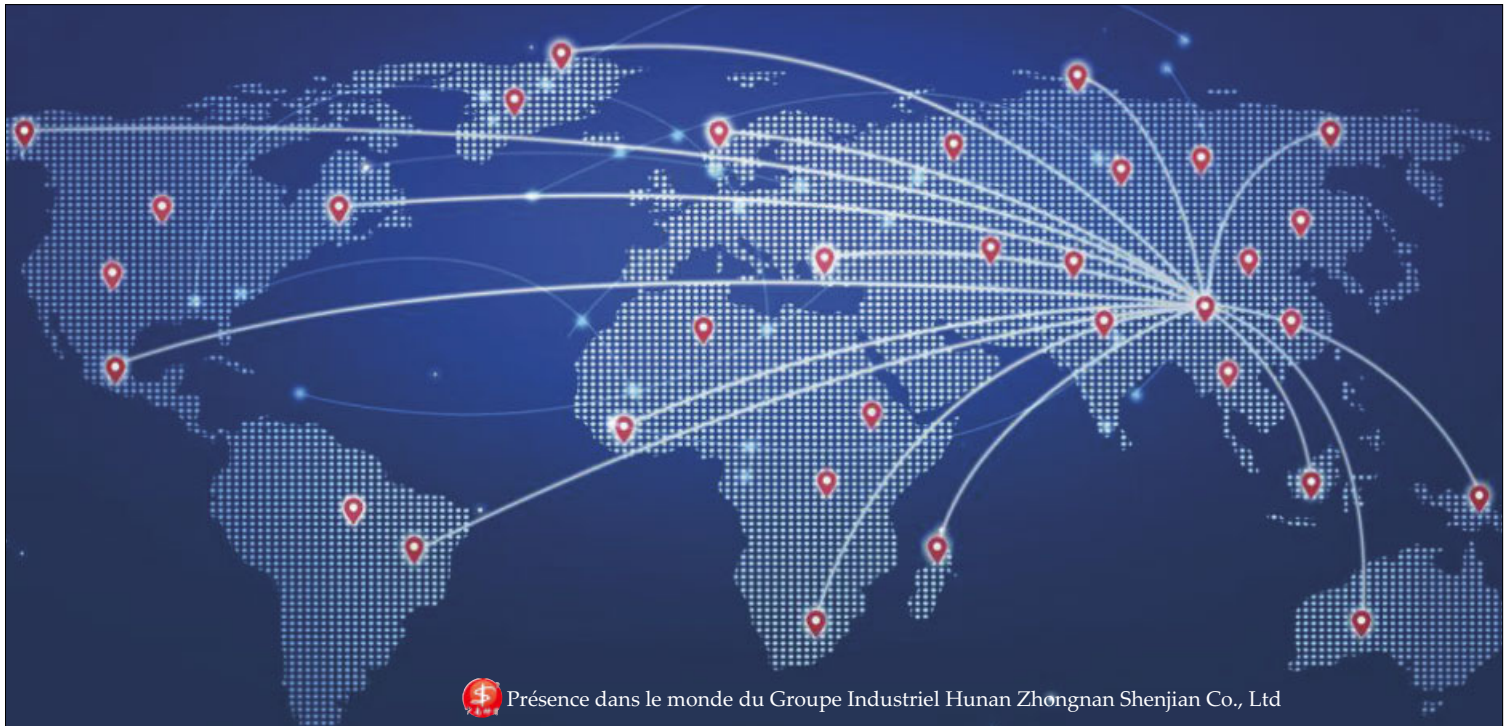


*Madame YANG YANG, Directrice Générale, Hunan Shenjian Industry and Trade Co., Ltd.*

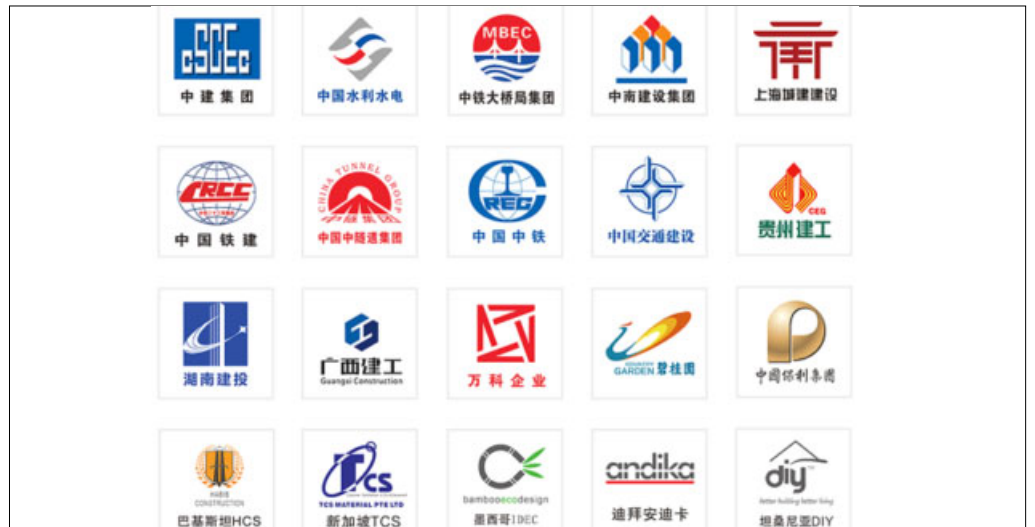


*Séance de travail Fondation Lumumbaville et Groupe Hunan*

# GRUPE INDUSTRIEL HUNAN DANS LE MONDE



## Les partenaires du Groupe Hunan en Chine



# CHINE-RDC



*M. Jean Tele Udimba, Président du Groupe Diplomat Investissement et Président de la Fondation Lumumbaville et M. Deng Yujian, Président du Conseil d'Administration du Groupe Industriel Zhongnan Shenjian*

**Partenariat stratégique gagnant-gagnant pour matérialiser  
la vision du Chef de l'État Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo**

# CHINE-AFRIQUE

## La Chine supprime les droits de douane pour l'Afrique

Le Président chinois Xi Jinping a annoncé qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai 2026, la Chine supprimera les droits de douane pour 53 pays africains, une mesure quasi totale visant à renforcer les liens économiques et à contrer le protectionnisme occidental. Seul l'Eswatini est exclu car il reconnaît Taïwan. La Chine va donc supprimer les droits de douane pour tous les pays africains, à l'exception de l'Eswatini, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2026, a annoncé samedi le président chinois Xi Jinping, ont rapporté les médias d'État. Alors que la Chine avait déjà fait du continent africain un de ses partenaires économiques les plus importants, Pékin a fortement accéléré cette tendance au cours de 2025.

Joseph Tete

**L**a Chine applique déjà une politique de droits de douane nuls pour les importations en provenance de 33 pays africains, mais Pékin avait annoncé l'année dernière son intention d'étendre cette politique à l'ensemble de ses 53 partenaires diplomatiques sur le continent. Seul l'Eswatini, qui entretient des relations diplomatiques avec Taïwan, n'est pas concerné.

La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique et un acteur majeur du financement des grands projets d'infrastructure dans la région, notamment grâce à son initiative des « Nouvelles Routes de la Soie ».

### Les pays africains se tournent de plus en plus vers la Chine

À partir du 1<sup>er</sup> mai, les droits de douane seront nuls pour tous les pays africains, à l'exception de l'Eswatini, qui entretient des relations diplomatiques avec Taïwan. L'île de Taïwan et la Chine continentale sont séparées politiquement depuis la guerre civile chinoise, achevée en 1949. Pékin revendique le territoire et dit souhaiter une « réunification » pacifique, mais n'exclut pas l'usage de la force pour prendre le contrôle du territoire insulaire.

Depuis l'imposition de droits de douane élevés à l'échelle mondiale par le président



Le Président chinois Xi Jinping américain Donald Trump l'année dernière, de nombreux pays africains se tournent de plus en plus vers la Chine et d'autres partenaires commerciaux. Le président chinois a ajouté que la décision portant sur les droits de douane nuls « offrira sans aucun doute de nouvelles perspectives au développement de l'Afrique », au moment où les dirigeants du continent sont réunis à Addis-Abeba, en Éthiopie, dans le cadre du sommet annuel de l'Union africaine.

### Le symbole est bien choisi

À partir du 1<sup>er</sup> mai 2026, la Chine

supprimera la totalité des droits de douane pour 53 pays africains. Cette annonce historique, faite par le président Xi Jinping en février 2026 lors du sommet de l'Union africaine, marque une extension majeure d'une politique qui ne concernait jusqu'alors que 33 pays parmi les moins avancés.

### Détails clés de la mesure

- Pays concernés : Tous les pays africains avec lesquels la Chine entretient des relations diplomatiques (53 sur 54). Seul l'Eswatini reste exclu car il reconnaît Taïwan.
- Objectif commercial : Réduire le déficit commercial de l'Afrique vis-à-vis de la Chine, qui a atteint un record de 348,5 milliards de dollars en 2025.
- Secteurs bénéficiaires : L'exemption devrait stimuler les exportations africaines dans les secteurs agricole, minier et manufacturier. Cette décision s'inscrit dans une volonté de Pékin de consolider sa position de premier partenaire économique du continent, particulièrement face aux récentes tensions commerciales internationales et aux politiques protectionnistes d'autres puissances mondiales.

Cette ouverture du marché chinois vise à transformer durablement les échanges Sud-Sud en facilitant l'accès des produits africains à l'un des plus vastes marchés au monde.



Le président chinois, Xi Jinping (C), avait reçu les chefs d'État et de gouvernement africains en grande pompe, le 4 septembre 2024, pour l'ouverture du grand sommet Chine-Afrique

# Les ports chinois ouvrent de nouvelles routes directes vers l'Afrique

Joseph Tete

**A**u cours de ce mois d'avril, plusieurs grands ports chinois ont ouvert de nouvelles routes maritimes directes vers l'Afrique. Une accélération logistique qui intervient à la veille d'un tournant commercial majeur : l'entrée en vigueur du zéro tarif, c'est-à-dire la suppression des droits de douane par la Chine, pour 53 pays africains, le 1er mai. À Qingdao, dans l'est de la Chine, un cargo chargé de pièces automobiles, de pneus et de panneaux solaires a mis le cap fin avril vers les ports ouest-africains de Tema et Lagos. Une nouvelle ligne hebdomadaire opérée par treize navires – et déjà la deuxième vers l'Afrique ouverte cette année par le port. C'est la même dynamique à Yantai, où trois nouvelles routes ont été lancées depuis janvier vers l'Algérie, la Namibie et d'autres destinations. Au premier trimestre, le trafic vers l'Afrique y dépasse les 2 millions de tonnes, en hausse de plus de 30% sur un an.

## Liaison vers l'Afrique du Sud

Et surtout à Tianjin, où une liaison directe vers l'Afrique du Sud, inaugurée le 20 avril, permet de réduire les délais de transport à 40 jours – soit dix jours de moins qu'auparavant – avec des porte-conteneurs pouvant transporter jusqu'à 11 000 boîtes. La nouveauté est là : des routes plus nombreuses, mais surtout directes, sans escales intermédiaires. Résultat : des coûts logistiques réduits, des chaînes d'approvisionnement sécurisées et des échanges accélérés dans les deux sens. Derrière ces cargos, la Chine redessine ses routes commerciales et renforce son ancrage économique sur le continent africain. L'ouverture de lignes maritimes directes

avec l'Afrique a pour objectifs d'accélérer les échanges et réduire les coûts logistiques dans le cadre de son initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Ces nouvelles liaisons visent à supprimer les escales intermédiaires, réduisant parfois les délais de transport de plus de 10 jours.



## Faits marquants de l'expansion maritime Chine-Afrique (2025-2026) :

- Nouvelle ligne Tianjin - Afrique du Sud : Inaugurée le 20 avril 2026, cette ligne réduit le transport à 40 jours (10 jours de moins qu'avant) avec des porte-conteneurs de grande capacité.
- Liaison du bassin du Yangtsé : Une route directe lancée en avril 2025 relie la région de Taicang (Jiangsu) à Lagos (Nigeria) et Durban.
- Ligne Jiaying - Zanzibar - Beira : Inaugurée en septembre 2025, elle relie le Zhejiang à la Tanzanie et au Mozambique, facilitant le transport d'équipements d'in-

frastructure, le trajet vers Zanzibar prenant environ 25 jours.

- Expansion de la chaîne d'approvisionnement : Le port de Yantai a ouvert une 29e route internationale vers la Tanzanie, consolidant le rôle de la Chine
- Jiaying – Tanzanie & Mozambique :

Lancée en septembre 2025, cette ligne relie Jiaying (Zhejiang) aux ports de Zanzibar et Beira. Elle est principalement dédiée au transport d'équipements d'infrastructure.

- Bassin du Yangtsé – Afrique du Sud & Nigeria : Une ligne "Con-Ro" (navires polyvalents transportant conteneurs et véhicules) a été lancée en avril 2025 depuis le port de Taicang vers Durban et Lagos.

## Impact stratégique et logistique

- Réduction des délais : Certaines routes directes, comme celle vers la Tanzanie, permettent de réduire la durée du transport de moitié.
- Empreinte portuaire : La Chine est désormais impliquée dans le financement ou l'exploitation de 78 ports dans 32 pays africains, soit environ un tiers des ports commerciaux du continent.
- Investissements record : Les investissements chinois en Afrique ont atteint 39 milliards de dollars en 2025, portés par ces infrastructures de connectivité.
- Ces corridors logistiques facilitent l'exportation de ressources africaines vers l'Asie tout en sécurisant l'approvisionnement du continent en machines et véhicules chinois.



# La guerre au Moyen-Orient en passe de provoquer la plus forte flambée des prix de l'énergie en quatre ans

Daniel Limalika

**S**elon le dernier rapport *Commodity Markets Outlook* du Groupe de la Banque mondiale, les prix de l'énergie devraient bondir de 24 % cette année pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, alors que la guerre au Moyen-Orient provoque un choc violent sur les marchés mondiaux des produits de base. Dans l'ensemble, les prix des produits de base devraient augmenter de 16 % en 2026, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie et des engrais ainsi que des niveaux record atteints par les prix de plusieurs métaux clés.

**« Ce choc aura de graves répercussions sur la création d'emplois et le développement, »** indique le rapport.

Les attaques contre les infrastructures énergétiques et les fortes perturbations du transport maritime dans le détroit d'Ormuz, qui concentre environ 35 % du commerce mondial de brut par navire, ont provoqué le plus important choc d'approvisionnement pétrolier jamais enregistré, avec une réduction initiale de l'offre de quelque 10 millions de barils par jour.

**« La guerre frappe l'économie mondiale en vagues qui s'accumulent : »** d'abord par la hausse des prix de l'énergie, puis par celle des prix alimentaires, et enfin par une inflation accrue qui fera monter les taux d'intérêt et renchéra encore davantage le coût de la dette, explique Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement.

Les populations les plus pauvres, qui consacrent la plus grande part de leurs revenus à l'alimentation et aux combustibles, seront les plus durement touchées, tout comme les économies en développement déjà aux prises avec un lourd endettement. Tout cela nous rappelle une vérité implacable : la guerre, c'est le développement à l'envers. »

**Les prix des engrais devraient augmenter de 31 % en 2026, tirés par une envolée de 60 % des prix de l'urée.**

Les prix des métaux de base, dont l'aluminium, le cuivre et l'étain, devraient



*Ayhan Kose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives.*

également atteindre des sommets historiques, en raison de la forte demande liée au développement des centres de données, des véhicules électriques et des énergies renouvelables. Les métaux précieux continuent de battre des records de cours et de volatilité, avec une hausse moyenne des prix de 42 % attendue en 2026, l'incertitude géopolitique alimentant la ruée vers les valeurs refuges.

Le renchérissement des produits de base provoqué par ces chocs fera monter l'inflation et pèsera sur la croissance mondiale. Dans les économies en développement, le scénario de référence table désormais sur une inflation de 5,1 % en moyenne en 2026, soit un point de pourcentage de plus qu'anticipé avant la guerre et une progression par rapport au taux de 4,7 % enregistré l'année dernière.

La croissance des économies en développement se dégradera également, la flambée des prix des produits de première nécessité amputant les revenus et les exportations du Moyen-Orient se heurtant à de sévères restrictions. Ces économies devraient croître de 3,6 % en 2026, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport aux prévisions établies au mois de janvier. Les économies directement touchées par le conflit seront les plus

durement affectées ; 70 % des pays importateurs de produits de base ainsi que plus de 60 % des pays exportateurs pourraient voir leurs taux de croissance revus à la baisse par rapport aux projections de janvier. Les prix des matières premières pourraient grimper encore davantage si les hostilités s'intensifient ou si les perturbations de l'approvisionnement dues à la guerre persistent plus longtemps que prévu.

Les prix du Brent pourraient atteindre en moyenne 115 dollars le baril en 2026 dans un scénario où les infrastructures pétrolières et gazières critiques subiraient davantage de dommages et où les volumes d'exportation mettraient du temps à se redresser. Une telle hausse aurait des effets en cascade sur les prix des engrais et des sources d'énergie alternatives telles que les biocarburants. Dans ce scénario, l'inflation dans les économies en développement pourrait grimper à 5,8 % cette année, ce qui en ferait le deuxième niveau le plus élevé de la décennie, après 2022.

« La succession de chocs qu'a connue cette décennie a considérablement réduit les marges de manœuvre budgétaires disponibles pour faire face à la crise d'approvisionnement énergétique historique qui sévit actuellement, souligne Ayhan Kose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives.

Les gouvernements doivent résister à la tentation de mesures de soutien larges et non ciblées, qui risqueraient de fausser les marchés et d'éroder les réserves budgétaires.

Ils devraient plutôt privilégier un soutien rapide et temporaire, ciblé sur les ménages les plus vulnérables. »

Le dossier thématique du rapport révèle que la volatilité des prix du pétrole est environ deux fois plus élevée en période de tensions géopolitiques qu'en période de calme, une baisse de 1 % de la production pétrolière attribuable à des facteurs géopolitiques se traduisant par une hausse moyenne des prix de 11,5 %. Surtout, ces effets se répercutent sur d'autres marchés clés de matières premières, avec un impact environ 50 % plus important que dans des conditions de marché normales. •

# ENovi 4 AFRICA

## Un acteur stratégique de la transition écologique et de la transformation durable des ressources minières de la République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC) détient l'une des plus importantes richesses minières de la planète, avec des ressources inexploitées estimées à 24 000 milliards USD<sup>1</sup>. C'est donc le pays le plus riche du monde en ressources minières avec plus de 70 % des réserves mondiales de cobalt et environ 10 % des réserves mondiales de cuivre, ainsi que d'importantes quantités de lithium, tantale, germanium, terres rares, etc. La RDC domine ainsi le marché des minéraux critiques essentiels à la transition énergétique mondiale<sup>2</sup>.

Pourtant, malgré cette position dominante dans l'approvisionnement de ressources stratégiques pour les batteries, les véhicules électriques et les énergies renouvelables, le pays exporte la grande majorité de ses minerais à l'état brut, faute d'une capacité suffisante de transformation locale. En conséquence, la RDC ne capture qu'une faible part de la valeur créée tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de l'extraction jusqu'à l'utilisation finale dans les véhicules électriques, smartphones et les technologies vertes.

En 2025, le secteur minier devrait pourtant représenter environ 30 % des recettes publiques de la République démocratique du Congo, soit un total de 16,9 milliards de dollars<sup>3</sup>. Cependant, la plus-value socio-économique et financière réelle pour le pays reste limitée par cette faible transformation locale des minerais. Cette intégration insuffisante de la transformation et du raffinage des minerais dans la chaîne de valeur nationale entraîne des pertes économiques et financières significatives pour le pays. Notre objectif est de transformer localement les ressources minières brutes en produits finis à haute valeur ajoutée avant leur exportation, afin de permettre à la République démocratique du Congo de capturer une plus grande part de la valeur générée par son secteur minier, conformément à l'Objectif de Développe-

ment Durable n°8 des Nations Unies: Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

Parallèlement, notre seconde initiative ambitionne de soutenir les priorités du Gouvernement de la RDC en matière de lutte contre le changement climatique et la pollution de l'environnement. Économiquement, la RDC s'est classée parmi les économies à la croissance la plus rapide d'Afrique subsaharienne au cours des cinq

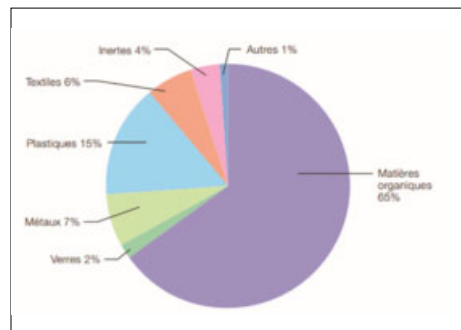
années, avec une croissance annuelle moyenne de 5,5 %<sup>4</sup>. Avec une population estimée à 20 millions d'habitants, Kinshasa est la troisième agglomération la plus peuplée d'Afrique après Le Caire et Lagos. Cette grande métropole africaine génère plus de

10,000 tonnes de déchets par jour, dont 65 % sont des matières organiques<sup>5</sup>. pétrole liquéfié (GPL) importé. A travers la ratification de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (l'Accord de Paris, 2015), la RDC s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 21 % d'ici 2030, soit une atténuation estimée à 650 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub><sup>6</sup>.

En appui à cette orientation stratégique du gouvernement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 21 % à l'horizon 2030, Enovi 4 Africa SAS, société de droit congolais prévoit réaliser un projet inno-



vanant de valorisation des déchets organiques des grands centres urbains en vue de produire du gaz naturel renouvelable destiné à l'usage domestique. L'objectif principal est d'approvisionner des millions de ménages en gaz naturel renouvelable pour la cuisson afin de réduire la forte dépendance au bois de chauffe (« Makala ») qui est l'un des principaux moteurs de la déforestation estimée à atteindre 8,4 millions d'hectares d'ici 2030 en RDC<sup>7</sup>. Notre but ultime est d'aider le pays à atteindre son objectif de diminuer de 50% la part du bois-énergie dans six grands centres urbains d'ici 2031 et de réduire la dépendance du pays au gaz naturel importé.



10,000 tonnes de déchets par jour, dont 65 % sont des matières organiques<sup>5</sup>.

Selon le Compact Énergétique de la Banque Africaine de Développement (2025) plus de 95% des ménages de la RDC utilisent les combustibles traditionnels (« Makala ») qui représente 98 % de la source d'énergie domestique utilisée à Kinshasa, contre seulement 2 % pour le gaz de

Les résultats attendus de ces initiatives s'inscrivent pleinement dans le triple objectif économique, social et environnemental de l'Agenda 2030 des Nations Unies, à savoir : i) Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être des populations (ODD # 13), ii) Lutter contre le changement climatique (ODD # 3) et (iii) Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (ODD # 8).

1. <https://globalede.msu.edu/countries/democratic-republic-of-the-congoeconomy>

2. <https://www.developmentaid.org/news-stream/post/199819/top-three-cobalt-producing-countries-in-the-world>

3. <https://www.afrikaveren.de/en/insight-africa/news/drc-mining-will-support-gdp-growth-of-57-in-2025/>

4. Environmental and economic performances of municipal solid waste management strategies based on LCA method: A case study of kinshasa

5. [https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/07/kinshasa\\_fr.pdf?](https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/07/kinshasa_fr.pdf?)

6. <https://unfccc.int/NDCREG>

7. Enovi 4 Africa SAS, constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales de la République Démocratique du Congo, avec le numéro d'enregistrement 01-F4300-N65295Y

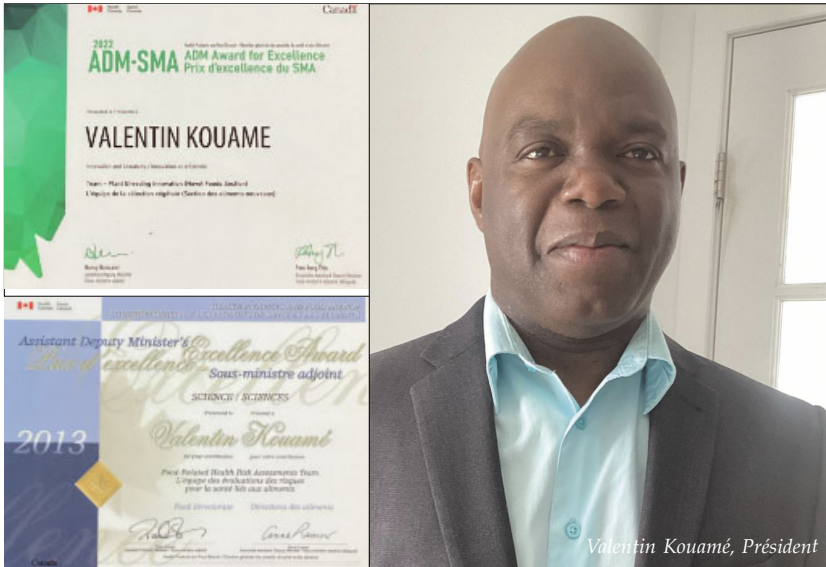
## ENovi 4 AFRICA

### Les visages et les forces techniques derrière le projet

#### Forme juridique

Enovi 4 Africa SAS, est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales de la République Démocratique du Congo, avec le numéro d'enregistrement 01-F4300-N65295Y.

#### Fondateurs



Valentin Kouamé, Président

Titulaire d'une maîtrise en sciences et technologies des aliments de l'Université Laval. **M. Valentin Kouamé** cumule plus de dix années d'expérience en tant que gestionnaire en sécurité alimentaire au sein de multinationales de premier plan, dont le Groupe DANONE, le leader mondial dans les produits laitiers frais. Son expertise et son sens rigoureux de l'excellence lui ont valu à deux reprises — en 2013 et en 2022 — le prestigieux Prix d'Excellence du ministre de la Santé du Canada, une distinction décernée aux professionnels ayant démontré un leadership exemplaire dans la mise en œuvre de normes élevées en matière de sécurité alimentaire.

Visionnaire et profondément engagé envers le bien commun, Valentin Kouamé incarne la rigueur scientifique, et l'innovation, une approche nécessaire pour atteindre la souveraineté alimentaire du continent africain où les importations alimentaires s'élevaient actuellement à 280 milliards USD et pourraient atteindre 1 trillion USD d'ici 2030 (Banque Africaine de Développement, 2024)<sup>8</sup>.



Éric Kampanga, Directeur Général

**Kabongelo Éric KAMPANGA** est un leader visionnaire et ingénieur chevronné. Titulaire d'un baccalauréat en génie civil de l'École Polytechnique de Montréal et membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, il poursuit actuellement une maîtrise en gestion de l'ingénierie à l'Université de Sherbrooke. Fort de plus de 14 années d'expérience entre le Canada et l'Afrique, M. Kampanga s'est illustré dans la conception structurale, la gestion de projets complexes et le développement d'infrastructures à fort impact économique et social. Sa trajectoire se distingue par une capacité rare à conjuguer expertise technique, intelligence stratégique et sens des affaires.

Il a dirigé la conception et la réalisation de projets majeurs dans les secteurs industriel, commercial, institutionnel et résidentiel. En parallèle, il agit comme architecte de projets structurants, de la phase d'idéation à l'implantation opérationnelle, en passant par la structuration financière, la rédaction de plans d'affaires et le développement de partenariats transnationaux. Enraciné dans une double culture canadienne et africaine, Kabongelo Éric Kampanga incarne une nouvelle génération de décideurs engagés à bâtir des ponts entre continents, à transformer les ressources locales en moteurs de prospérité

durable, et à repenser l'impact de l'ingénierie dans les économies émergentes.

### Profil des partenaires techniques

Etudes et réalisations des travaux d'infrastructures

Production locale de cathodes de cuivre (LME Grade A), de blister et d'anodes destinés au marché premium

Transformation locale de l'or et du diamant et des destinés au marché premium

Conversion des déchets organiques urbains en gaz naturel renouvelable (RNG)

Notre partenaire technique est le Groupe Terrabo qui est une entreprise d'ingénierie de premier plan qui est l'une des meilleures références de l'ingénierie en Afrique avec plus de 30 ans d'expérience dans la conception et la réalisation des grands travaux d'infrastructures dans plus de 10 pays d'Afrique subsaharienne.

Notre partenaire technique, Metso, est une entreprise de classe mondiale présente sur les cinq continents et disposant de plus de 50 ans d'expérience dans les technologies de transformation du cuivre. Leader mondial dans ce domaine, elle propose des technologies modulaires, des équipements et des services dédiés à la production de cathodes de cuivre de qualité LME Grade A, ainsi qu'au traitement du blister de cuivre et à la coulée d'anodes.

Nos partenaires techniques sont Heraeus, leader mondial du raffinage des métaux précieux, et Sarine Technologies, leader mondial des technologies avancées pour l'industrie du diamant.

Anaergia est une entreprise canadienne de classe mondiale spécialisée dans la conversion des déchets organiques en gaz naturel renouvelable. Elle est présente sur 4 continents (Afrique, Amérique du Nord, Asie, Europe). Au cours des 25 dernières années, Anaergia a livré plus de 1500 installations de valorisation des déchets organiques à travers le monde.

<sup>8</sup> <https://www.afdb.org/en/about-mission-and-strategy/feed-africa>

# Saisir les opportunités de l'agriculture africaine

Aparajita Goyal\*

L'agriculture africaine recèle un potentiel considérable. Certaines zones géographiques du continent africain disposent de combinaisons favorables de ressources en eau, de qualité des sols et de dotations foncières, leur permettant, sous réserve de politiques et d'investissements appropriés, de devenir des bassins de production alimentaire hautement productifs. La moitié de la population de la région dépend de l'agriculture primaire pour ses moyens de subsistance et, si l'on inclut les activités de commercialisation, de transport, de transformation et de distribution alimentaires, le système agroalimentaire représente près des deux tiers des emplois de la région. Si le secteur agroalimentaire africain continue de souffrir de contraintes structurelles persistantes, il offre néanmoins des opportunités de croissance et de création d'emplois pour les populations de la région.

C'est ce message que je souhaite partager dans ce billet, publié à l'occasion du quinzième anniversaire de la collection d'ouvrages L'Afrique en développement, coéditée par la Banque mondiale et l'Agence française de développement. Depuis le lancement de la collection en 2009, le développement agricole en Afrique présente un bilan contrasté. Si l'on a observé une certaine reprise de la croissance agricole, atteignant 3,1 % de la production

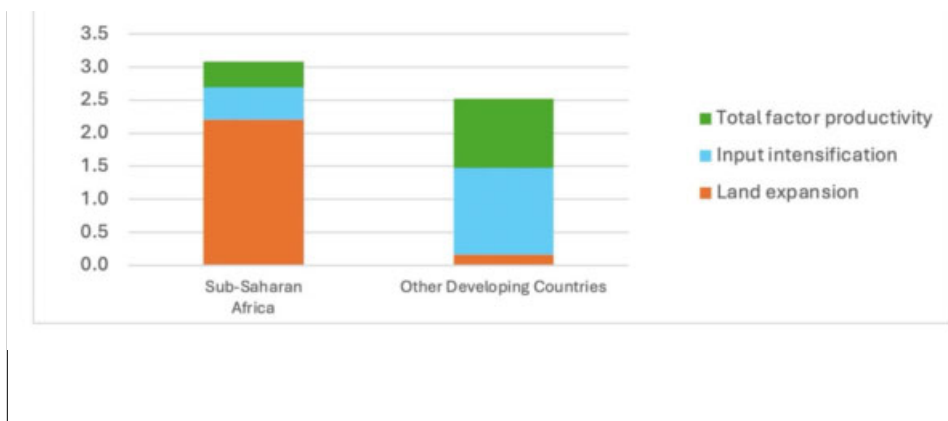


brute sur la période 2010-2023, environ les trois quarts de cette augmentation proviennent de l'extension des superficies cultivées plutôt que de l'intensification des intrants ou de gains de productivité. Il ne s'agit pas d'une trajectoire de développement durable et celle-ci s'accompagne d'un coût environnemental élevé. La région se distingue ainsi nettement d'autres pays en développement, où la croissance de la productivité constitue la principale source de la croissance agricole. En outre, les performances en matière de croissance agricole varient fortement d'un pays africain à l'autre, allant d'un taux annuel élevé de 7,7 % au Sénégal à moins de 2 % par an dans la majorité des pays sur la période 2010-2023. Du côté de la demande, la hausse des

revenus et l'urbanisation dans la région stimulent la croissance de la consommation de produits alimentaires diversifiés ainsi que des services de restauration. Les segments intermédiaires et aval du secteur agroalimentaire — notamment la commercialisation, le transport, le stockage, la transformation, la vente au détail et les services de préparation des aliments — figurent parmi les sources d'emplois connaissant la croissance la plus rapide en Afrique. Entre 2001 et 2022, l'emploi dans ces activités a progressé à un rythme annuel de 4,1 %, soit plus rapidement que la croissance globale de l'emploi, qui s'est établie à 2,6 % par an, et représentait en 2022 19 % de l'ensemble des emplois de la région. En 2000, 60 % de la main-d'œuvre régionale était employée dans l'agriculture primaire, contre 13 % dans les segments intermédiaires et aval du système agroalimentaire.

En 2022, la part de la population active travaillant dans l'agriculture primaire était tombée à 49 %, tandis que celle employée dans les segments intermédiaires et aval du secteur agroalimentaire avait augmenté pour atteindre 19 %. Au niveau des pays, la contribution du secteur agroalimentaire hors exploitation agricole à l'emploi total est liée au degré de commercialisation du secteur agricole primaire et du commerce agricole. Au Nigéria, le secteur agroalimentaire hors exploitation représente presque autant d'emplois (33 %) que l'agriculture primaire (35 %). En revanche, en

Figure 1: Sources de la croissance agricole, 2010-2023



République démocratique du Congo, le secteur agroalimentaire hors exploitation est de taille modeste, ne fournissant que 5 % de l'ensemble des emplois, tandis que 56 % de l'emploi total se concentre dans l'agriculture primaire.

Cependant, en l'absence de gains suffisants de productivité dans l'agriculture primaire, une part croissante de la demande alimentaire en hausse en Afrique sera satisfaite par des importations, manquant ainsi une opportunité de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté. L'un des effets du ralentissement de la croissance agricole est l'aggravation du déficit commercial agricole. L'Afrique est déjà un importateur net important de produits alimentaires, y compris pour nombre de denrées de base : en 2022, 75 % du blé consommé en Afrique subsaharienne et 50 % de l'approvisionnement intérieur en riz étaient importés.

La réduction de ces écarts de productivité est déjà engagée dans certains pays, tels que l'Éthiopie, le Rwanda, le Ghana et le Sénégal, grâce notamment à des investissements publics efficaces dans les biens publics ruraux et à des politiques favorisant l'investissement du secteur privé dans les entreprises agroalimentaires. Les éléments de preuve présentés dans notre ouvrage ADF de 2017, Obtenir de meilleurs résultats: Priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine ont montré que l'amélioration de la qualité des dépenses publiques agricoles peut constituer un levier essentiel pour jeter les bases d'une croissance de la productivité dans la région. Nous montrons que les retombées des investissements dans les biens publics ruraux — visant à renforcer les marchés,

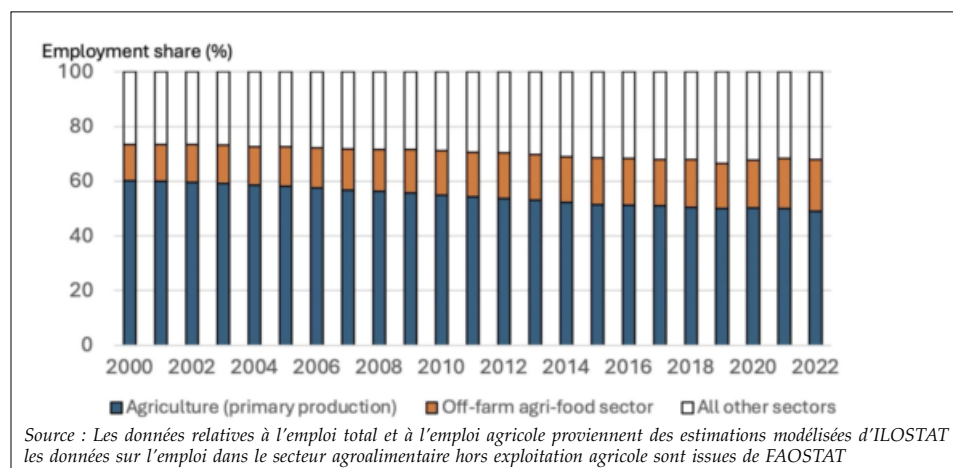
élargir l'accès à l'eau, développer et adopter des technologies améliorées — peuvent être considérables. De plus, l'amélioration de l'environnement des politiques publiques par des réformes commerciales et réglementaires vient compléter l'utilisation efficiente des fonds publics en renforçant les incitations pour les producteurs et les innovateurs, afin d'attirer et de mobiliser des investissements privés. Maximiser l'impact des dépenses publiques est

devenu d'autant plus crucial récemment que les marges de manœuvre budgétaires des pays africains se sont réduites. Avec une hiérarchisation claire des priorités politiques, les entreprises agroalimentaires peuvent travailler efficacement avec les agriculteurs pour contribuer au financement et à la modernisation de leurs pratiques de production, tout en leur offrant des débouchés accessibles pour leurs produits. La Côte d'Ivoire s'est imposée comme un producteur et exportateur ma-

jeur de noix de cajou (deuxième source de recettes d'exportation après le cacao) et a investi dans la transformation locale — décortiquage, épluchage, tri et inspection — afin de répondre aux normes exigées sur les marchés mondiaux. Après le tourisme et le thé, le secteur des fleurs coupées au Kenya constitue la troisième source de recettes d'exportation du pays. Entre 2002 et 2014, la production de poisson d'élevage au Nigéria a été multipliée par plus de dix. En

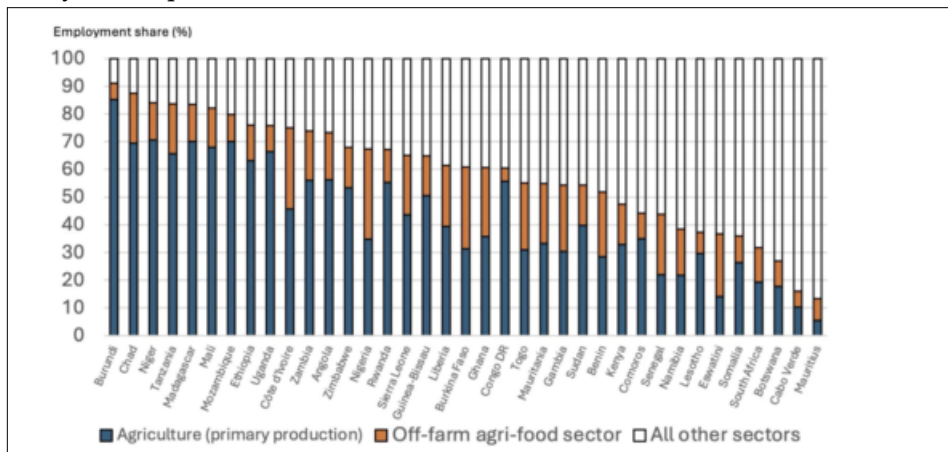
Zambie, la production de manioc connaît un essor marqué, le secteur privé ayant massivement investi dans la chaîne de valeur du manioc, avec la construction d'unités de transformation pour la farine, l'éthanol, l'alimentation animale et les boissons. La généralisation de ces réussites à l'ensemble du continent africain renforcerait considérablement le rôle de l'agriculture et du système agroalimentaire dans la croissance économique et la création d'emplois dont la région a besoin pour son avenir.

**Figure 2: Parts de l'emploi dans les systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne**  
a: Tendances, 2000-2



devenu d'autant plus crucial récemment que les marges de manœuvre budgétaires des pays africains se sont réduites. Avec une hiérarchisation claire des priorités politiques, les entreprises agroalimentaires peuvent travailler efficacement avec les agriculteurs pour contribuer au financement et à la modernisation de leurs pratiques de production, tout en leur offrant des débouchés accessibles pour leurs produits. La Côte d'Ivoire s'est imposée comme un producteur et exportateur ma-

## b. Pays d'Afrique subsaharienne, 2022



(\*) Aparajita Goyal est une économiste principale (Lead Economist) à la Banque mondiale, rattachée à la région Afrique. Ses travaux portent principalement sur le développement économique, l'agriculture et l'impact des technologies numériques.



# Les lois pour l'égalité économique des femmes ne sont appliquées qu'à moitié à l'échelle mondiale

Seulement 4 % des femmes dans le monde vivent dans des pays leur garantissant des droits économiques quasiment égaux à ceux des hommes. Comme le révèle un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale, les lois visant à garantir aux femmes l'égalité des chances économiques ne sont appliquées en moyenne qu'à moitié dans le monde. C'est le signe que les obstacles empêchant les femmes de contribuer pleinement à la croissance et à la prospérité sont bien plus importants qu'on ne l'estimait auparavant. Et même si ces législations étaient pleinement appliquées, les femmes disposeraient à peine des deux tiers des droits dont bénéficient les hommes.

Paul kalama

**E**n plus de mesurer l'égalité des droits dans les législations en vigueur, la dernière édition du rapport Les Femmes, l'Entreprise et le Droit évalue — pour la première fois — leur degré d'application. Selon l'avis des experts juridiques interrogés, les lois qui encouragent la pleine participation économique des femmes ne sont appliquées qu'à moitié. Autrement dit, les gouvernements ont encore beaucoup de chemin à parcourir dans ce domaine.

Bien que les pays progressent dans l'établissement de nouvelles lois en faveur de l'égalité des chances, moins de la moitié en moyenne des politiques et services nécessaires à leur application sont en place. Seulement 4 % des femmes dans le monde vivent dans des pays leur garantissant des droits économiques quasiment égaux à ceux des hommes. Une situation qui empêche les économies d'atteindre leur plein



Tea Trumbic, responsable du projet Les Femmes, l'Entreprise et le Droit

potentiel de croissance et de création d'emplois. « Sur le papier, la plupart des pays affichent des résultats satisfaisants, avec un score moyen mondial de 67 sur 100 en ce qui concerne l'adoption de lois en faveur de l'égalité économique entre les femmes et

les hommes, analyse Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement. Mais s'agissant du respect des lois, la note moyenne tombe à 53. Et elle chute à 47 pour ce qui est de la mise en place des systèmes nécessaires à l'exercice de ces droits. Ces chiffres mettent en évidence des inégalités de chances criantes, et les conclusions de ce rapport offrent aux responsables publics des informations clés pour enrayer le déclin du potentiel de croissance des économies en développement. »

Le rapport Les Femmes, l'Entreprise et le Droit dresse un état des lieux mondial de la participation des femmes à la vie économique dans dix principaux domaines, parmi lesquels la sécurité contre les violences, l'accès à des services de garde d'enfants, l'entrepreneuriat, les protections liées à l'emploi, la propriété et la sécurité à la retraite. L'insécurité face aux violences apparaît comme un point particulièrement faible, qui fragilise la capacité des femmes à travailler de manière régulière. « La véritable égalité commence par la sécurité. Que ce soit à la maison, au travail ou dans l'espace public, la protection des femmes est une condition indispensable à leur réussite et à leur épanouissement, souligne Norman Loayza, directeur la cellule Indicateurs de politique publique à la Banque mondiale. Or le monde est loin du compte dans ce domaine.

Un tiers seulement des législations nécessaires ont été adoptées, et, quand elles le sont, elles ne sont pas appliquées comme elles le devraient dans 80 % des cas. » « Dans la prochaine décennie, 1,2 milliard de jeunes — dont la moitié de filles — entreront sur le marché du travail, ajoute Tea Trumbic, responsable du projet Les Femmes, l'Entreprise et le Droit et auteure principale du rapport. Beaucoup atteindront l'âge adulte dans des régions où les

## ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES :

**DES LOIS À MOITIÉ APPLIQUÉES!**

Sécurité insuffisante

Manque de services de garde

Accès limité au crédit

Seulement 4% des femmes ont des droits économiques égaux à ceux des hommes

femmes se heurtent aux plus grands obstacles et où le surcroît de PIB résultant de leur participation à la vie économique est le plus nécessaire. Ici, et partout dans le monde, garantir l'égalité des chances ne profite pas qu'aux femmes : toute la société y gagne. En bref, ce n'est pas seulement souhaitable, c'est un impératif économique. »

Selon le rapport, l'entrepreneuriat constitue un autre domaine à la traîne. Dans la quasi-totalité des pays, les mêmes règles juridiques s'appliquent aux hommes

économies étudiées dans le rapport disposent de lois prévoyant un soutien financier ou fiscal pour les familles. En outre, au sein de ces économies, 30 % seulement des politiques nécessaires pour appuyer des services de garde d'enfants abordables et de qualité ont été établies. Dans les économies à faible revenu, à peine 1 % des dispositifs de soutien à la garde d'enfants sont en place. Il n'en reste pas moins que l'adoption de lois en faveur de l'égalité des chances a progressé au cours des deux dernières années :



et aux femmes en ce qui concerne la création d'entreprise. En revanche, seulement la moitié environ promeuvent un accès égal au crédit, privant de fait les femmes entrepreneures de financements.

Par ailleurs, les services de garde d'enfants représentent un levier crucial pour les responsables publics. L'existence d'une offre de services abordables et fiables dans ce domaine est en général l'un des facteurs les plus déterminants de la capacité des parents, et en particulier des mères, à travailler ou à accéder à des emplois plus productifs. Or, moins de la moitié des 190

- À l'échelle mondiale, 68 économies ont adopté 113 réformes juridiques positives dans la plupart des domaines de la vie économique des femmes, et en particulier ceux de l'entrepreneuriat et de la sécurité contre les violences, qui ont connu les avancées les plus significatives. Sept pays ont également étendu les congés de paternité afin de mieux répartir les tâches parentales et de soutenir l'emploi des femmes.

- L'Afrique subsaharienne a mis en œuvre 33 réformes, soit un chiffre record parmi toutes les régions du monde. Madagascar et la Somalie ont supprimé les interdictions



*Norman Loayza, directeur la cellule Indicateurs de politique publique à la Banque mondiale*

sur le travail des femmes dans des secteurs tels que la construction, l'industrie manufacturière et l'agriculture.

- L'Égypte, la Jordanie et Oman ont accompli des progrès notables. L'Égypte se classe ainsi au premier rang mondial des « réformateurs », à la faveur d'une hausse de 10 points de son score d'égalité juridique.

Les réformes récentes ont prolongé le congé parental rémunéré de 90 à 120 jours pour les mères, introduit un jour de congé payé pour les pères, imposé l'égalité salariale et autorisé les demandes relatives à des modalités de travail flexibles.



# Les centres de données transforment le paysage mondial de l'investissement

Éric Magnala

Un rapport de l'ONU commerce et développement montre que les centres de données ont capté plus d'un cinquième de l'investissement mondial en projets de création en 2025. Les centres de données sont apparus comme une force majeure façonnant l'investissement mondial en 2025, selon des données préliminaires publiées dans un rapport le 20 janvier par ONU commerce et développement (CNUCED).

Les investissements directs étrangers (IDE) annoncés dans le secteur ont dépassé une estimation de 270 milliards de dollars, portés par la demande croissante en infrastructures d'IA et en réseaux numériques.

Les centres de données représentaient plus d'un cinquième de la valeur des projets mondiaux en création, figurant ainsi parmi les plus grands bénéficiaires de nouveaux investissements étrangers réalisés à partir de zéro dans le monde.

**Cette hausse a contribué à porter les IDE mondiaux à 14 % de plus en 2025, pour atteindre environ 1 600 milliards de dollars.**



Mais le rapport avertit que cette augmentation globale exagère la reprise dans son ensemble. Une part importante de cette progression provient de flux accrus à travers les principaux centres financiers mon-

diaux. En excluant ces derniers, la croissance sous-jacente des IDE aurait été plus proche de 5 %.

**L'investissement se concentre dans les secteurs à forte intensité de capital**

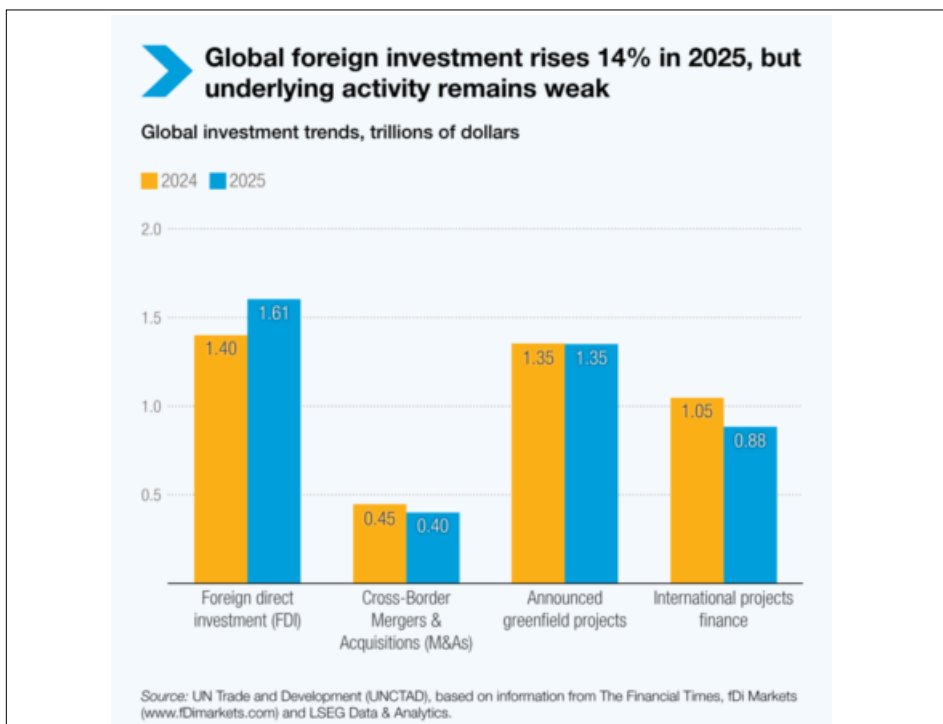
Le rapport met en évidence une concentration croissante de l'investissement mondial dans un petit nombre de secteurs stratégiques à forte intensité de capital, menés par les centres de données.

Les semi-conducteurs ont également attiré davantage d'investissement, grâce à la restructuration des chaînes d'approvisionnement et à la forte demande de puces avancées utilisées dans les infrastructures d'IA. La valeur des nouveaux projets de semi-conducteurs annoncés a augmenté de 35 % en 2025.

Bien que ces investissements relèvent les chiffres globaux, les retombées restent limitées. L'investissement dans les centres de données s'est concentré dans un petit nombre de pays hôtes, menés par la France, les États-Unis et la République de Corée. Seuls quelques marchés émergents figuraient parmi les principaux bénéficiaires.

**L'investissement en création stimule la croissance des centres de données**

Contrairement à l'investissement tradition-

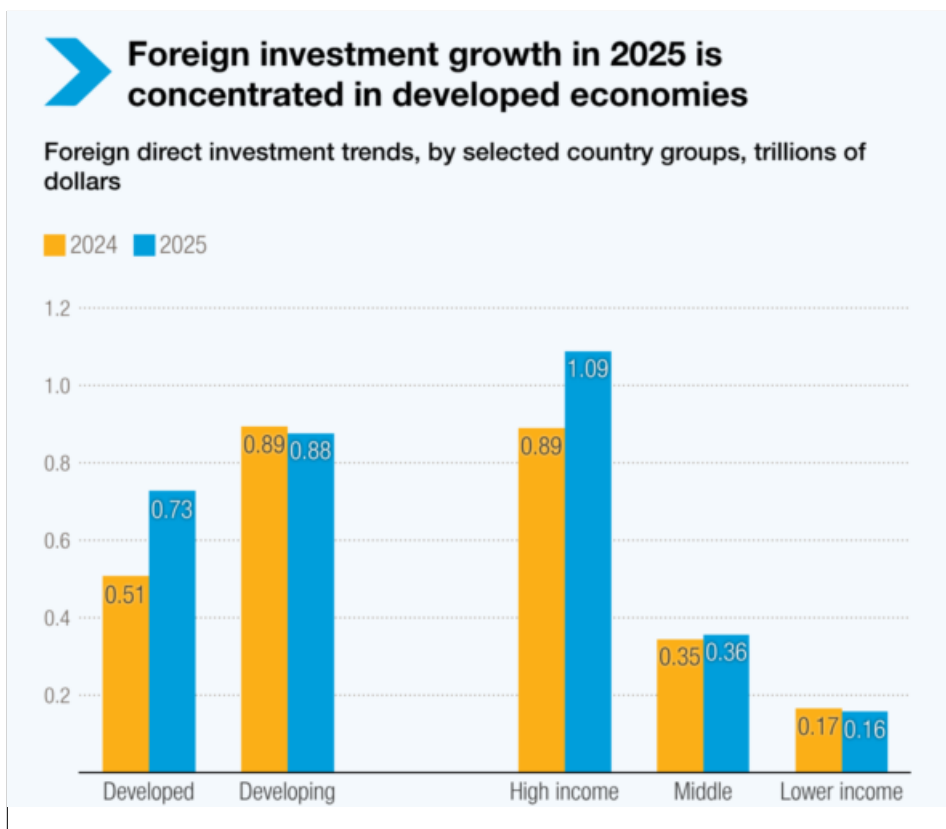
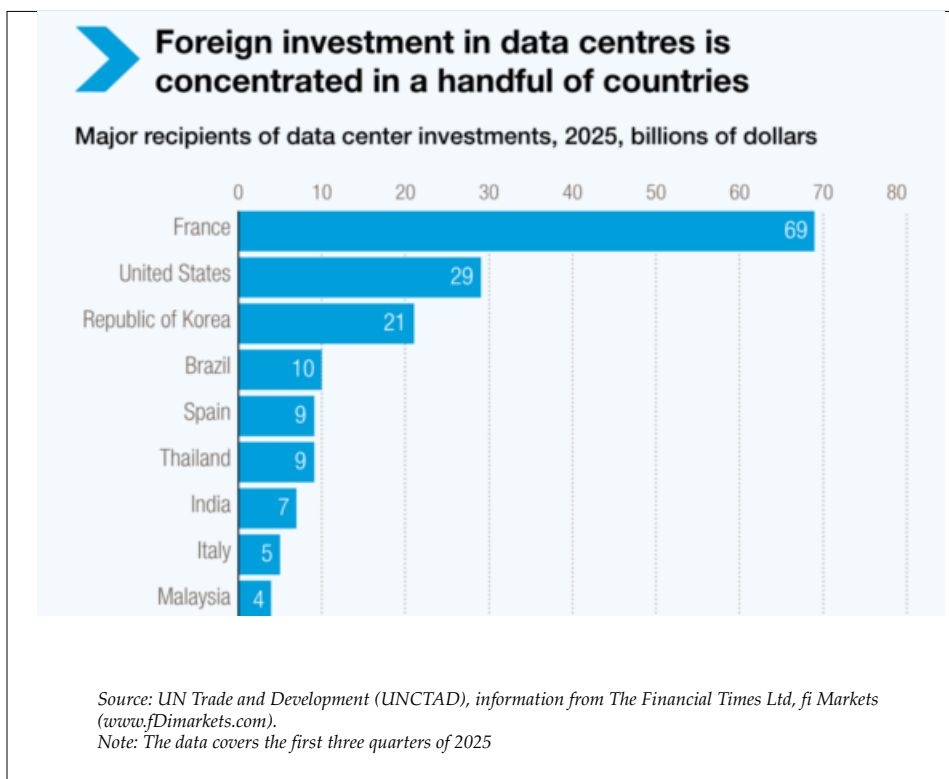


nel dans les télécommunications, une grande partie de l'expansion des IDE dans les centres de données s'est opérée à travers de nouvelles infrastructures détenues par les entreprises, reflet d'une concurrence accrue dans les technologies d'IA. L'investissement en création dans le secteur a augmenté d'environ 125 milliards de dollars en 2025, tandis que le financement international de projets a progressé de 30 milliards de dollars.

**Les télécommunications surpassent les renouvelables**

En revanche, l'activité d'investissement s'est affaiblie dans une grande partie de l'économie au sens large. Le nombre de projets a chuté de 25 % dans les secteurs soumis à des droits de douane et intensifs en chaînes de valeur mondiales, notamment le textile, l'électronique et la mécanique.

L'investissement dans les énergies renouvelables a reculé, avec une baisse de 28 % de la valeur des projets en création alors que les investisseurs réévaluaient les risques et les incertitudes réglementaires. L'investissement dans les infrastructures



Source: UN Trade and Development (UNCTAD), based on information from The Financial Times, fDi Markets (www.fDimarkets.com) and LSEG Data & Analytics. Note: Income groups are based on World Bank classifications. Lower income economies comprise both low- and lower-middle income economies and include all LDCs. Middle-income refers to upper-middle income economies.

internationales a diminué de 10 % en 2025, principalement en raison du ralentisse-

ment dans les renouvelables. Pour la première fois, l'investissement dans les télé-

communications – largement porté par les centres de données – a dépassé en valeur celui dans les énergies renouvelables.

**Les économies développées attirent davantage d'IDE**

Les flux d'IDE vers les économies développées ont bondi de 43 % pour atteindre environ 728 milliards de dollars en 2025, reflétant la concentration des investissements stratégiques axés sur la technologie. L'Union européenne a enregistré une hausse de 56 %, soutenue en partie par des accords liés aux technologies.

En revanche, les flux vers les économies en développement ont reculé de 2 % pour atteindre 877 milliards de dollars. Les trois quarts des pays les moins avancés ont enregistré des entrées stagnantes ou en baisse. En octobre 2026, le Forum mondial de l'investissement se réunira à Doha sur le thème « Investir dans l'avenir ». Il réunira les décideurs politiques, les investisseurs et les institutions internationales pour examiner comment l'investissement peut mieux soutenir le développement, notamment là où les besoins de financement sont les plus aigus.

Faute de mesures pour relancer l'investissement productif, les IDE mondiaux risquent de se concentrer de plus en plus dans quelques régions et secteurs, limitant ainsi leur contribution au développement. Fait partie des 500 plus grosses entreprises de Chine.

## Le FMI se prépare à une ruée mondiale sur le dollar américain

Thomas Moller-Nielsen



*Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international*

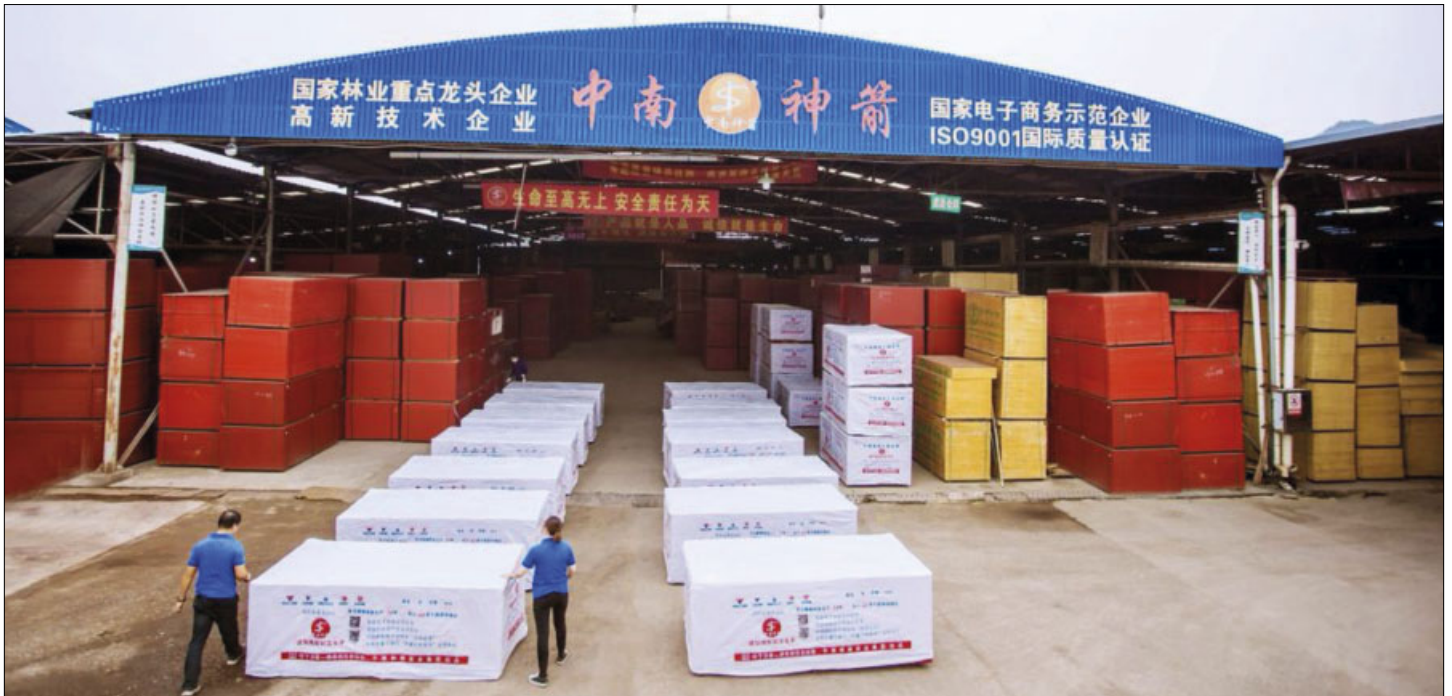
Le Fonds monétaire international (FMI) se prépare à l'éventualité d'un mouvement massif de désengagement des actifs libellés en dollars américains, a indiqué lundi sa directrice générale, Kristalina Georgieva. « Au FMI, l'une des compétences que nous développons est notre capacité à présenter des scénarios hypothétiques d'événements inimaginables, puis à déterminer les mesures à prendre », a déclaré Kristalina Georgieva lors d'un événement organisé par le think tank Bruegel, basé à Bruxelles .

Interrogée pour savoir si ces scénarios incluent une ruée potentielle sur les actifs en dollars, Kristalina Georgieva a répondu que le FMI envisageait « toutes sortes de scénarios » et qu'il examinait la question.

Ces déclarations interviennent dans un contexte de nervosité accrue des marchés, alimentée par les droits de douane imposés par Donald Trump, ses attaques répétées contre l'indépendance de la Réserve fédérale et ses prises de position remettant en cause l'État de droit. Autant de facteurs qui ont ravivé les doutes des investisseurs sur la solidité du statut du dollar, pilier du système financier international depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. •

(\*) EURACTIV.com

# 中南神箭：铸全球模板标杆 拓非洲产业新篇



图为湖南中南神箭集团建筑模板工厂



图为湖南中南神箭集团融易建高强合金钢模双峰工厂



(中南神箭泰国公司)



图为中南神箭柬埔寨公司



图为中南神箭柬埔寨公司



图为中南神箭马来西亚公司

从中国湖南中部乡村起步，中南神箭集团历经23年深耕，在创始人邓玉剑引领下，已成长为产品远销全球60多个国家和地区、覆盖建筑模板全品类的行业领军者，更以模板为根基拓局非洲，布局矿业、光伏新能源、产业园与海外仓，打造“矿业+能源+基建+产业+供应链”全球生态，成为中国民营企业实业报国、全球化发展的典范。

全链布局，筑牢全球建筑模板核心优势



图为公司的荣誉墙

作为中国建筑模架行业唯一“中国驰名商标”持有者，中南神箭国内落地10家分公司、6大生产基地、3大研发基地，年产能500万平方米，实现木、竹、铝、高强合金钢模板全品类自主生产，配套6万m<sup>2</sup>智能仓储，打造一站式建材集采通路。海外以东南亚为核心，越南生产基地联动泰、柬分公司形成供应网络，泰国4000m<sup>2</sup>仓储实现本地即时供货，柬埔寨竹胶板以高性价比主导当地市场。



图为中南神箭亮相国际各大展会



图为中南神箭标杆项目案例——港珠澳大桥



图为中南神箭标杆项目案例——港珠澳大桥



图为中南神箭部分合作伙伴展示

企业斩获国家林业重点龙头企业、中国建筑模板10强等多项国家级荣誉，与700余家国际品牌战略合作，是中建、中交等国企及新加坡TCS、迪拜ANDIKA等国际企业核心供应商，产品应用于迪拜哈利法塔、港珠澳大桥等国内外地标工程，服务全球11万余个项目，赢得8000余家客户长期信赖。

创新驱动，锻造模板产品硬核技术实力



图为高强合金钢模产品样板间



图为中南神箭高强合金钢模生产车间

中南神箭坚持科研投入，与中南林科大等顶尖机构开展产学研合作，建成省级竹材研发中心，累计斩获百余项国家专利，主导或参与6项行业标准制定。明星产品高强合金钢模板，以汽车防撞钢为原料，厚度精减至1.5mm、重量降70%，可抗700兆帕冲击力，周转超200次，成本仅为铝模一半，2025上半年销量破10万m<sup>2</sup>；竹胶板抗压强度超50兆帕，抗腐蚀性堪比特种钢材，周转达30次，在港珠澳大桥工程中实现“零开裂、零变形”。全系列产品契合轻量化、绿色化趋势，提供设计、生产、租赁全生命周期服务，成为行业技术标杆。

深耕非洲，打造国际开发多元产业生态



与刚果（金）矿业部路易斯·瓦图姆·卡班巴部长会谈



图为非洲刚果金卢蒙巴主席与中南神箭集团签约合作



联合国粮食及农业组织（FAO）首席专家、湖南神箭集团首席顾问赵定坤教授，在湖南神箭集团总部与刚果民主共和国卢蒙巴维尔基金会董事兼理事会成员约瑟夫·特·沙科·K先生以及基金会主席助理巴伦先生举行了合作伙伴会议。



吉赛尔女士抵达长沙市对外经济合作企业协会。协会会长曾贵阳热情接待了她。

图为中南神箭搭建中非建筑产业合作桥梁跨国磋商共拓非洲蓝海

依托全球模板布局积淀，中南神箭将非洲作为国际开发核心阵地，全面布局四大板块，实现从产品供应到全产业链开发的跨越：矿业开发创新“资源换基建”模式，链接国内矿产企业，助力国家战略资源储备，实现中非资源互补；光伏新能源结合非洲太阳能资源，布局光伏电站建设与产品供应，提供清洁能源解决方案，推动当地能源升级；产业园建设发挥基建优势，打造综合性工贸产业园，为中资出海搭建集聚平台，带动非洲本土工业化；海外仓布局在非多国落地智能海外仓，实现全品类物资本地仓储、快速调拨，解决中资企业“采购难、保供难”痛点，打通市场“最后一公里”。目前已深度参与几内亚泰利梅里16.9亿吨铝土矿开发项目、刚果（金）卢蒙巴新城建设、中刚工业城开发等重点项目，自主建设金沙萨8000平米综合性建材海外仓，形成“矿业+能源+基建+产业+供应链”闭环体系，成为中非合作重要桥梁。

2003年，24岁的邓玉剑借资创办中南压板厂，依托家乡楠竹资源踏入竹胶板领域，23年带领企业从单一小厂成长为全球综合型领军企业。他本人获评中国建筑模板行业2025年度人物，出任东盟企业家联合会副主席、中国模板脚手架协会理事长等职，同时当选娄底市人大代表、双峰县政协常委，深耕行业并推动行业发展。

实业初心，掌舵人引领践行全球责任



图为中南神箭集团董事长邓玉剑

2003年，年仅24岁的邓玉剑凭借贷款创办了中南胶合板厂，利用家乡丰富的竹资源，正式进入竹胶合板行业。短短23年间



图为中南神箭竹胶板生产车间

中国模板脚手架协会会长。他当选娄底市人大代表、双峰县政协常委，积极投身于该行业的发展与推广。



卢蒙巴维尔基金会的巴伦先生和约瑟夫先生受到了长沙市对外经济合作企业协会会长曾贵阳的接待。



图为中南神箭集团部分工厂员工合影

23年初心如磐，中南神箭以建筑模板为根，以创新为翼，以全球布局为势，从中国乡村走向世界舞台，从单一产品到多元产业。未来，企业将继续在邓玉剑引领下，深耕核心业务，升级非洲产业布局，以硬核实力为全球基建与产业发展贡献中国力量，书写中国民营企业全球化新传奇。



图为中南神箭实业集团董事长邓玉剑与公司员工在工厂合影

# 中国-刚果民主共和国



让·特莱·乌丁巴先生外交家投资集团总裁兼，卢蒙巴维尔基金会主席以及邓玉剑先生中南神箭实业集团董事长

为实现国家元首费利克斯·安托万·齐塞克迪·齐隆博的愿景而建立的双赢战略伙伴关系。

# *Cadillac*



*Rien à dire...*

